

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1976

9 août 2012

SOMMAIRE

Acacia S.à r.l.	94823	CL Luxembourg Capital Management S.à r.l.	94807
Aguila 1 S.à r.l.	94847	Cocalos S.A.	94847
Aguila PAI S.à r.l.	94846	Crop's & Partners	94847
Airport Partner International S.A.	94848	Eastern Europe Real Estate Opportunities SOPARFI S.à r.l.	94846
Archibiades S.à r.l.	94834	e-shelter Berlin 1 S.à r.l.	94846
Archi Neo S.A.	94848	e-shelter Frankfurt 1 S.à r.l.	94846
Argus Fund	94845	Estates S.A.	94803
ASE Holdings S.à r.l.,	94845	Gutland Müllech S.A.	94805
Atoll Portfolio	94844	Il Coccolino S.A.	94847
Baja International S.à r.l.	94845	KBC Institutional Cash	94802
Billecart Expansion Holdings S.A.	94807	Kefen S.à r.l.	94831
BJT S.à r.l.	94848	Milton S.à r.l.	94838
BNP Paribas Alternative Funds	94806	Sound Team Night Life Association sans but lucratif	94824
B.P.G. Bau und Planungsgesellschaft A.G.	94848	Tenke S.A.	94806
Carpathian Properties S.à r.l.	94823	Trafalgar Capital Specialized Investment Fund	94802
CED Automotive	94844	VG SICAV	94804
CED Luxembourg	94844		
Celite B.V.	94827		
Cipriani S.à r.l.	94847		

Trafalgar Capital Specialized Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé (en liquidation).

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 124.994.

The quorum to the first extraordinary general meeting to be held on July 30, 2012 at 2:30 pm, was not reached, the meeting was unable to take the resolutions as described in the convening notice.

The shareholders are therefore informed that a second

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company will be held, in accordance with the articles of incorporation of the Company, at 15, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 4 September 2012 at 3:00 p.m. CET (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Acknowledgement and acceptance of the transfer of the registered office of the Company from:
 - (i) 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg; to
 - (ii) 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and subsequent amendment of article 2 of the articles of incorporation.
2. Acknowledgement and acceptance of the change of the Independent Auditor from KPMG Audit to Ernst & Young Luxembourg.

Please be informed that according to the Luxembourg Companies Act dated August 10, 1915, the second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

Shareholders who cannot be personally present at the meeting may sign, date and send a proxy (that has to be requested by email: investors2@apexfunds.lu or fax: +352 27 44 10 44) on August 31, 2012 at the latest.

For the Liquidator.

Référence de publication: 2012101958/27.

KBC Institutional Cash, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 39.266.

Le quorum de 50% n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée du 25 juillet 2012, nous avons l'honneur de vous inviter à la seconde

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de notre société qui aura lieu le 10 septembre 2012 à 15:00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination de la Sicav en «KBC INSTITUTIONAL INTEREST FUND» en abrégé «INSTITUTIONAL INTEREST FUND» et modification de l'article premier des statuts à cette effet.
2. Modification de l'objet social de la Sicav et modification de l'article trois des statuts comme suit: «La société a pour objet exclusif le placement collectif des capitaux dont elle dispose et qu'elle recueille auprès du public en conformité avec la Partie II de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, au moins un de ses compartiments ne relevant pas de la Partie I de cette même loi en raison de sa politique de placement ou d'emprunt par le fait que au moins un compartiment peut contracter des emprunts pour un montant n'excédant pas 25% de ses actifs nets pour des besoins d'investissement., en vue de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs. La Société peut prendre toutes les mesures et faire toutes les opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large.»
3. Rayage, dans l'article cinq des statuts, de l'alinéa «Le capital social initial de la Société est de BEF 2.100.000 (EUR 52.057,64), entièrement libéré et représenté par 21 actions de la catégorie d'actions de capitalisation du compartiment KBC INSTITUTIONAL CASH EURO sans désignation de valeur telles que définies à l'article 6.» et modification de l'alinéa suivant comme suit «Le capital minimum de la Société est équivalent au capital minimum tel que prévu par la loi.»
4. Rayage, dans l'article seize des statuts, des mots «et s'engage à investir au moins 50% au minimum de ses actifs nets de chaque compartiment en liquidités, y compris les instruments du marché monétaire négociés régulièrement, qui ont, au moment de leur acquisition une échéance moyenne résiduelle qui n'excède pas, à aucun moment, douze mois.».

5. Addition des mots «au maximum» après les mots «Les réviseurs sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires pour un terme de trois ans» dans la première phrase du troisième alinéa de l'article dix-huit.
6. Addition des mots «selon les modalités prévues au prospectus» à la fin de la première phrase de l'article vingt-trois.
7. Modification du 1^{er} tiret du 4^{ème} paragraphe de l'article vingt-six des statuts comme suit «si les actifs nets du ou des compartiments concernés sont inférieurs à EUR 1.250.000 EUR (ou contre-valeur dans une autre devise» et remplacement des trois phrases du 8^{ème} paragraphe commençant à partir de la phrase «Cette publication sera faite ...» par le paragraphe suivant : «Cette publication sera faite au moins trente jours calendriers avant la date ultime de demande de rachat en vue de permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions sans frais autres que ceux pour couvrir les coûts de désinvestissement. La date ultime de demande de rachat expire cinq jours ouvrables avant la date de calcul du ratio d'échange. La décision relative à la fusion liera tous les actionnaires qui n'ont pas demandé le rachat de leurs actions avant l'expiration de ce délai.»
8. Rayage de l'article vingt-huit et rénumérotation des articles.
9. Remplacement de la référence à la loi du 30 mars 1988 par une référence à la Loi du 17 décembre 2010, et modification à cet effet des articles neuf, dix-huit, vingt-cinq (1^{er} alinéa), vingt-six (8^{ème} alinéa) et vingt-huit.

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la majorité des 2/3 des voix exprimées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à une voix. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur deux jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg. Des procurations sont disponibles au siège social de la Société.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Les actionnaires sont invités à prendre connaissance de :

1. La décision du conseil d'administration, prise sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire (l' «AGE») de la Sicav du 10 septembre 2012 des points 1 à 3 à l'ordre du jour tel que décrit ci-dessus, de modifier l'objectif et la politique d'investissement des compartiments suivants afin de pouvoir les qualifier comme des «fonds monétaires» en conformité avec les lignes directrices émises par le European Securities and Markets Authority (CESR - 10-049):

- «KBC Institutional Cash EURO»
- «KBC Institutional Cash USD»

2. La décision du conseil d'administration, prise sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire (l' «AGE») de la Sicav du 10 septembre 2012 de la modification de l'objet social de la Sicav telle que décrite ci-dessus sous le point 2 de l'Ordre du jour de l'AGE, de modifier l'objectif et la politique d'investissement du compartiment «KBC Institutional Cash UPER GRADE EURO» afin de pouvoir le qualifier comme un «fonds monétaire à court terme» en conformité avec les lignes directrices émises par l' European Securities and Markets Authority (CESR - 10-049):

3. La décision du conseil d'administration, prise sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'«AGE») de la Sicav du 10 septembre 2012 du point 1 à l'ordre du jour tel que décrit ci-dessus en «KBC INSTITUTIONAL INTEREST FUND» telle que décrite ci-dessus sous le point 1 de l'Ordre du jour de l'AGE, de modifier le nom des compartiments comme suit:

- «KBC Institutional Cash EURO» devient «KBC INSTITUTIONAL INTEREST FUND CASH EURO»
- «KBC Institutional Cash USD» devient «KBC INSTITUTIONAL INTEREST FUND CASH USD»
- «KBC Institutional Cash UPPER GRADE EURO» devient «KBC INSTITUTIONAL INTEREST FUND CASH UPPER GRADE EURO»

Ces modifications s'appliquent dès le 11 septembre 2012. Jusqu'à cette date, chaque actionnaire peut demander le rachat de ses actions sans frais, hormis les taxes éventuellement dues.

Référence de publication: 2012101962/755/75.

Estates S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 106.770.

All holders of Notes issued by Estates S.A. (the "Noteholders" and the "Company" respectively) in relation to the Compartment 2011/11/2 of the Issuer are invited to attend a

GENERAL MEETING

Noteholders to be held at the registered office of the Company on August 24, 2012 at 9 a.m., in order to consider the following agenda:

Agenda:

•

- a. Report from the board on the most important actions and decisions made or taken or contemplated to be made or taken by the Issuer or the Target Company in relation to the Real Properties, and in particular regarding the acceptance of a loan granted by a third party for the purpose of financing the acquisition and works on securitized assets held by the Compartment 2011/11/2 of the Issuer.
- b. Approval of the actions and decisions referred to in the Report from the Board.
- c. Miscellaneous.

This meeting is convened at the initiative of the Company.

In the event this general meeting is not able to deliberate validly for lack of a quorum, a second meeting of Noteholders holding Notes issued in relation to that Compartment shall be held at 9 a.m. on August 31, 2012 at the registered office of the Company, with the same agenda and such second meeting shall have the right to pass resolutions on the items on the agenda irrespective of the quorum.

To be admitted to the meeting, the Noteholders shall be required at the beginning of the meeting to present the Notes in respect of which they intend to vote, or an attestation issued by a bank in Luxembourg attesting that the Notes are held by such bank on behalf of the Noteholders and shall be blocked until August 31, 2012.

The Report from the board of directors referred to in the agenda and the resolutions which will be proposed will be available for consultation at the registered office of the Company at least 8 days prior to the meeting upon presentation of one Note issued in relation to the Compartment concerned or upon presentation of the above mentioned attestation.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012099822/31.

VG SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 85.531.

Considering that the conditions of quorum and majority determined by Article 67-1 of the Law of 10th August 1915 as amended were not fulfilled at the Extraordinary General Meeting which was held on 23rd July 2012, we are pleased to convene you to a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders (the "EGM") which will be held on 27th August 2012 at 11:00 a.m. at the Fund's registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Replacement of any reference to the law of 20 December 2002 by reference to the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "Law") and implementing the so-called UCITS IV EU Directive in articles 3, 5 and 16 of the Articles of Incorporation;
2. Update of Article 8 of the Articles of Incorporation concerning restriction on ownership by indicating that the Board of Directors of the Fund may, from time to time, amend or clarify the meaning of the term "U.S. person" and adding the following paragraph:

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of shares of a Sub-Fund or a Class to the institutional investors within the meaning of Article 174 of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a Sub-Fund or Class reserved for Institutional Investors until such time as the Fund has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a Sub-Fund or a Class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board of Directors will convert the relevant shares into shares of a Sub-Fund or Class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Sub-Fund or a Class with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a Sub-Fund or a Class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a Sub-Fund or Class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Fund, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant Sub-Fund or Class and the Fund's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder

had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Fund of its loss of such status.

3. Insertion of three new paragraphs at the end of article 12 in the Articles of Incorporation which shall read as follows:
A shareholder may participate at any meeting of shareholders by visioconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.
By derogation to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Fund is not required to send the annual accounts, as well as the report of the approved statutory auditor and the management report to the registered shareholders at the same time as the convening notice to the annual general meeting. The convening notice shall indicate the place and practical arrangements for providing these documents to the shareholders and shall specify that each shareholder may request that the annual accounts, as well as the report of the approved statutory auditor and the management report are sent to him.
The convening notices to general meetings of shareholders may provide that the quorum and the majority at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise a voting right attaching to his shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.
4. Replacement of references to the Directive 85/611/EEC by reference to the Directive 2009/65/EC in Article 16 of the Articles of Incorporation;
5. Insertion in Article 22 of the Articles of Incorporation of a new case of suspension of the Net Asset Value calculation and of the issue, conversion and redemption of shares during any period when any Sub-Fund of the Fund is a feeder of a master UCITS which is itself entitled to suspend the redemption or subscription of its shares, whether at its own initiative or at the request of its competent authorities;
6. Update of article 29 of the Articles of Incorporation in accordance with Chapter 8 of the Law concerning mergers;
7. Insertion of a new article 30 in the Articles of Incorporation offering the possibility for one Sub-Fund of the Fund to invest in one or more other Sub-Funds of the Fund according to article 181(8) of the Law;
8. Insertion of a new article 31 on master-feeder structures as detailed in Chapter 9 of the Law in the Articles of Incorporation;
9. Miscellaneous

The full text of the statutory modifications proposed can be obtained free of charge on request made at the Fund's registered office.

Please be advised that the EGM shall validly deliberate whatever the portion of the capital represented. Resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Should you or your proxy wish to take part in the EGM, you are kindly requested to inform the Fund at least two clear days prior to the holding of the EGM of your intention to attend. You, respectively your proxy shall be admitted subject to verification of your identity and evidence of your shareholding.

Proxy forms are available at the Fund's registered office.

For the Board of Directors.

Référence de publication: 2012089641/755/74.

Gutland Mëllech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 89.810.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en date du 18 juillet 2012 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 30 août 2012 à 15h00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Mise en liquidation de la société,
- Nomination du liquidateur, Monsieur Pierre SCHILL

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012087981/755/17.

BNP Paribas Alternative Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 67.572.

The STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Wednesday, August 22, 2012 at 12:00 p.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the report of the Board of Directors and of the auditors;
2. Approval of the accounts for the financial period closed as at April 30, 2012 and allocation of the results;
3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012093202/755/26.

Tenke S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 14.674.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu mardi 21 août 2012 à 14:00 heures au 24, rue Saint Mathieu L-2138 LUXEMBOURG, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Création de deux classes d'administrateurs et modification subséquente des articles 6 et 9 des statuts comme suit: «Art.6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle. Les administrateurs sont désignés de catégorie A ou de catégorie B. Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société. En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.» «Art.9. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un administrateur A et d'un administrateur B ou par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.»
- Reclassification des administrateurs actuels en Administrateurs B.
- Nomination de trois nouveaux Administrateurs A, à savoir Messieurs Vincent BIA, Emmanuel BIA et Quentin SCOUFLAIRE.
- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.
- Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012096451/1267/31.

Billicart Expansion Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 27.288.

Les actionnaires de la Société sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE

des actionnaires qui se tiendra le mercredi, 22 août 2012 à 11.30 heures, au siège de la Société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2011 et approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2011;
2. Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2011;
3. Quitus aux administrateurs;
4. Election des membres du conseil d'administration;
5. Quitus au commissaire;
6. Election du commissaire;
7. Questions diverses.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Lux-Audit S.A.
Commissaire

Référence de publication: 2012093880/3083/23.

CL Luxembourg Capital Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 168.731.

PUBLICATION OF THE MERGER PLAN

On 16th July 2012 the managing directors of CLH International Capital Management Hungary LLC and on 25 July 2012 the board of managers of CL Luxembourg Capital Management S.à r.l. (together with CLH International Capital Management Hungary LLC, the "Merging Companies") executed a merger proposal pursuant to applicable laws in Hungary and Luxembourg for the purposes of the cross-border merger of CLH International Capital Management Hungary LLC and CL Luxembourg Capital Management S.à r.l. with the later as surviving company.

The Merger Proposal is attached hereto as Appendix 1.

Creditors of the Merging Companies whose claims antedate the publication of the decision of the sole shareholder of the Merging Companies resolving upon the merger are entitled to request to the competent jurisdiction the constitution of adequate security interests for claims that have fallen due or not, where the merger would reduce the secured assets of those creditors. The request of the creditors regarding the constitution of adequate security interests will not be granted where the financial situation of the Merging Companies makes such safeguards unnecessary or where those creditors do already have such safeguards.

Information relating to the right of the creditors can freely be obtained at the registered offices of the Merging Companies.

The present publication is worded in English followed by a French translation. In case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

PUBLICATION DU PROJET DE FUSION

Le 16 juillet 2012, les gérants de CLH International Capital Management Hungary LLC et le 25 juillet 2012 le conseil de gérance de CL Luxembourg Capital Management S.à r.l. (ensemble avec CLH International Capital Management Hungary LLC les «Sociétés Fusionnantes») ont signé un projet de fusion conformément aux lois Hongroise et Luxembourgeoise pour les besoins de la fusion transfrontalière entre CLH International Capital Management Hungary LLC et CL Luxembourg Capital Management S.à r.l., la dernière étant la société survivante.

Le projet de fusion est attaché à la présente en Appendice 1.

Les Créanciers des Sociétés Fusionnantes dont la créance est antérieure à la date de la publication de la décision de l'associé unique des Sociétés Fusionnantes sur la Fusion peuvent dans les deux mois de cette publication demander aux juridictions compétentes la constitution de sûretés pour des créances échues et non échues, au cas où l'Opération de

fusion réduirait le gage des créanciers. La demande des créanciers relative à la constitution de sûretés sera rejetée au cas où elles ne sont pas nécessaires compte tenu de la situation financière des Société Fusionnantes ou lorsque lesdits créanciers disposent de garanties adéquates.

Toute information supplémentaire concernant les droit des créanciers peut être obtenue, sans frais, au siège social de CL Luxembourg Capital Management S.à r.l.

La présente publication est rédigée en langue anglaise suivi d'une traduction en langue française. En cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

CL Luxembourg Capital Management S.à r.l
Paul de Haan / Maarten van de Vaart / David Peter Boyle
Class A Manager / Class A Manager / Class B Manager

CLH International Capital Management Hungary LLC
Limited Liability Company

Registered office: 15 Varkonyi utca, Szombathely

H-9700 Hungary

Vas County Court of Registry 18-09-104503

CL Luxembourg Capital Management S.à r.l

Société à responsabilité limitée

Registered office: 99 Grand Rue

L-1661 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 168.731

COMMON DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER TERMS

The managing directors of CLH International Capital Management Hungary LLC and the board of managers of CL Luxembourg Capital Management S.à r.l. hereby jointly draw up the following draft terms merger of cross-border merger pursuant to the provisions of (i) Article 261 of the Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Luxembourg Law") and (ii) Act CXL of 2007 on Cross Border Merger of Limited Liability Companies, Act IV of 2006 on Companies (the "Companies Act") and Act V of 2006 on Companies Publicity, Companies Court Proceedings and Voluntary Dissolution (the "Hungarian Law").

Merging Companies

Surviving Company:

Name: CL Luxembourg Capital Management S.à r.l.

Legal form: société à responsabilité limitée

Registered office: 99 Grand Rue, L-1661 Luxembourg

Registered number: Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg under number B 168.731

(the "Surviving Company")

Absorbed Company:

Name: CLH International Capital Management Hungary LLC

Legal form: limited liability company

Registered office: 15 Varkonyi utca, Szombathely, H-9700, Hungary

Registered number: Vas County Court of Registry under number 18-09-104503.

(the "Absorbed Company", and together with the Surviving Company, the "Merging Companies")

Upon completion of the merger of the Absorbed Company into the Surviving Company, the Absorbed Company will be dissolved without liquidation by transfer and contribution of all of its assets and liabilities to the Surviving Company, in accordance with Article 2, point 2.a) of the 2005/56/EC Directive of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (the "Directive"), Article 274 of the Luxembourg Law and Section 81 of the Companies Act.

Effective Date of the Merger

The merger will, in accordance with Article 273ter of the Luxembourg Law, be effective between the Merging Companies and vis-à-vis, third parties upon the publication of the minutes of the sole shareholder of the Surviving Company in the Luxembourg Memorial, the official gazette (the "Effective Date").

Exchange ratio of the shares / Equity interests and Supplementary Cash Payment to the shareholder/member of the Merging Companies

The exchange ratio is equal to 1:500,000 so that for the one (1) quota, held in the Absorbed Company (representing 100% of the quotas and the registered share capital of the Absorbed Company), which quota will be cancelled and cease

to exist as of the Effective Date (defined below), the sole member of the Absorbed Company, being 4073649 Canada Inc. (with registered Seat at 330 University Avenue, Toronto, Ontario, M5G 1R8) ("4073649 Canada Inc.") will receive five hundred thousand (500,000) New Shares (defined below) each having a nominal value of GBP 1 of the Surviving Company (representing 100% of the shares and the share capital of the Surviving Company).

No supplementary cash payment will be made to the sole shareholder/member of the Merging Companies in connection with the merger.

The terms for the delivery of the shares in the Surviving Company

The Surviving Company has for sole shareholder the Absorbed Company, thus as a result of the merger, the shares held by the Absorbed Company in the Surviving Company will be cancelled and the sole shareholder of the Absorbed Company will receive 500,000 new shares to be issued by the Surviving Company (the "New Shares") as described above.

The shares in the Surviving Company are in registered form.

The sole shareholder of the Absorbed Company shall be registered in the shareholders' register of the Surviving Company as owner of the New Shares on the Effective Date of the merger.

The date as from which the shares to be issued by the Surviving Company shall carry the right to participate in the profits and any Special condition regarding that right

The New Shares shall carry the right to participate in the profits of the Surviving Company as from the Effective Date of the merger.

No special conditions are attached to that right.

Date as from which the legal consequences of the merger shall apply and Operations of the Absorbed Company shall be treated for both fiscal and accounting purposes as being, Carried out on behalf of the Surviving Company

The legal consequences of the merger shall apply and, for both tax and accounting purposes, the merger shall be effective as at 31 December 2012, whereupon the rights and obligations of the Absorbed Company shall be deemed transferred to the Surviving Company for both tax and accounting purposes.

Rights conferred by the Surviving Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them

The Absorbed Company and the Surviving Company have not issued any instruments or securities other than the shares held by their respective shareholders and no special rights are attached to such shares.

Any special advantages granted to the independent auditors or Other experts, to the members of the board of managers or the members of the supervisory board or the managing directors and to the executive officers or the statutory auditors

No special advantages are granted to any person (including the members of the board of managers or managing directors as the case may be). For the services provided by its independent auditor to the Absorbed Company, the independent auditor will receive a fee which the managing directors of the Absorbed Company consider to be arm's length.

Articles of the Surviving Company and its amendments required for the merger

The draft articles of association of the Surviving Company are attached as Appendix 1 thereof (the "Articles"). The draft amendments that are required for the merger are redlined in the Articles.

Description of the likely repercussions of the merger on employment

The Absorbed Company has no employee.

The Surviving Company has two employees. The cross border merger shall have no consequences on the existing employment contracts of those two employees.

Where appropriate, Information on the procedures by which arrangements for the involvement of employees in the definition of their rights to participation in the company resulting from the cross-border merger are determined pursuant to Article 16 of the Directive

No employee participation rights exist either at the level of the Absorbed Company nor of the Surviving Company.

Information on the Revaluation of the assets and Liabilities which are transferred to the Surviving Company

The relevant assets and liabilities of the Absorbed Company will not be revaluated, they will be received by the Surviving Company as a result of the cross-border merger at book value and the shares of the Surviving Company held by the Absorbed Company to be received by the Surviving Company will be cancelled.

Dates of the merging companies' accounts used to establish the conditions of the merger

The interim financial statements of the Surviving Company and the Absorbed Company are dated 15 July 2012.

The present proposal, as well as the documents listed in article 267 paragraph 1 of the Luxembourg Law may be inspected at the registered offices of each of the Companies and copies thereof may be obtained on request, free of charge.

Report of independent auditor

The independent auditor who audits the interim financial statements/draft assets balance sheet shall not prepare a report on the exchange ratio of the equity interests of the Merging Companies based on the unanimous consent of all shareholders/members of the Merging Companies.

PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE

Les gérants de CLH International Capital Management Hungary LLC et CL Luxembourg Capital Management S.à r.l. ont par la présente rédigés le présent projet commun de fusion conformément aux dispositions (i) de l'article 261 de la loi Luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, ainsi modifiée (la «Loi Luxembourgeoise») et (ii) la Loi CXL de 2007 sur les Fusions Transfrontalières des Sociétés de Capitaux, la Loi IV de 2006 sur les Sociétés (la «Loi sur les Sociétés») et la Loi V de 2006 sur la Publication des Sociétés, les Procédures Judiciaires concernant les Sociétés et la Dissolution Volontaire (la «Loi Hongroise»).

Les Sociétés Fusionnantes

Société Survivante:

Dénomination: CL Luxembourg Capital Management S.à r.l.

Forme juridique: société à responsabilité limitée

Siège social: 99 Grand Rue, L-1661 Luxembourg

Numéro de Registre:

Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.731 (la «Société Survivante»)

Société Absorbée:

Dénomination: CLH International Capital Management Hungary LLC

Forme juridique: limited liability company

Siège social: 15 Varkonyi utca, Szombathely, H-9700, Hungary

Numéro de Registre: Vas County Court of Registry under number 18-09-104503. (la «Société Absorbée», ensemble avec la Société Survivante, les «Sociétés Fusionnantes»)

A l'issue de la fusion de la Société Absorbée au sein de la Société Survivante, la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation au moyen d'un transfert et d'une contribution de l'ensemble de son actif et de son passif à la Société Survivante, conformément à l'Article 2 point 2.a) de la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (la «Directive»), Article 274 de la Loi Luxembourgeoise et Section 81 de la Loi sur les Sociétés.

Date Effective de la Fusion

La fusion sera, conformément à l'Article 273 ter de la Loi Luxembourgeoise, effective entre les Sociétés Fusionnantes et vis-à-vis des tiers à compter de la publication du procès verbal de l'associé unique de la Société Survivante dans la gazette officielle, Mémorial de Luxembourg (la «Date Effective»).

Ratio d'échange des parts sociales et Paiement d'une Soulte aux associés des sociétés Fusionnantes

Le taux d'échange est égal à 1:500.000 de telle sorte que pour la seule part sociale détenue dans la Société Absorbée (représentant 100% des parts sociales et du capital social de la Société Absorbée), qui sera annulée à la Date Effective (telle que définie ci-après), l'associé unique de la Société Absorbée, 4073649 Canada Inc. (avec siège social au 330 University Avenue, Toronto, Ontario, M5G 1R8) ("4073649 Canada Inc.") recevra cinq cent mille (500.000) Nouvelles Parts Sociales (telle que définie ci-après) chacune ayant une valeur nominale d'un (1) GBP de la Société Survivante (représentant 100% des actions et du capital social de la Société Survivante).

Aucune soulte ne sera versée aux associés uniques des Sociétés Fusionnantes en rapport avec la fusion.

Conditions de la délivrance des parts sociales de la société Survivante

La Société Survivante a pour associé unique la Société Absorbée, ainsi, en raison de la fusion, les parts sociales détenues par la Société Absorbée dans la Société Survivante seront annulées et l'associé unique de la Société Absorbée recevra 500.000 nouvelles parts sociales à émettre par la Société Survivante (les «Nouvelles Parts Sociales») comme décrit ci-dessus.

Les parts sociales de la Société Survivante sont sous forme nominative.

L'associé unique de la Société Absorbée sera inscrit dans le registre des associés de la Société Survivante en qualité de propriétaire des Nouvelles Parts Sociales à la Date Effective de la fusion.

La date à partir de laquelle les parts sociales à émettre par la Société Survivante donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit

Les Nouvelles Parts Sociales donneront le droit de participer aux bénéfices de la Société Survivante à partir de la Date Effective de la fusion.

Aucune conditions particulières ne seront attachées à ce droit.

La date à partir de laquelle les conséquences juridiques de la fusion sont applicables et les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société Survivante

Les conséquences juridiques de la fusion seront applicables et, tant du point de vue fiscal que comptable, la fusion sera effective au 31 décembre 2012, au terme de laquelle les droits et obligations de la Société Absorbée seront réputées transférées à la Société Survivante tant du point de vue fiscal que comptable.

Les droits conférés par la Société Survivante aux associés disposant de droits spéciaux et aux Détenteurs d'avantages autres que des parts sociales, ou les mesures proposées à leur égard

La Société Absorbée et la Société Survivante n'ont pas émis d'instruments ou valeurs mobilières autre que les parts sociales détenues par ses associés respectifs et aucuns avantages spéciaux ne sont attachés auxdites parts sociales.

Les avantages spéciaux accordés aux auditeurs indépendants ou Autres experts aux membres du conseil de gérance ou membres du conseil de surveillance ou aux gérants et Dirigeants aux commissaires

Aucun avantage particulier n'est accordé à quelque personne que ce soit (en ce compris les membres du conseil de gérance ou gérants selon le cas). En considération des services fournis par l'auditeur indépendant à la Société Absorbée, l'auditeur indépendant recevra une commission pour laquelle les gérants de la Société Absorbée considèrent comme étant une rémunération de marché.

Statuts de la Société Survivante ainsi que ses modifications requises par la fusion

Les projets de statuts de la Société Survivante sont annexés en tant que Annexe 1 ci-après (les «Statuts»). Les projets de modifications qui sont requis pour la fusion sont soulignés en rouge dans les Statuts.

Une description des effets probables de la fusion sur l'emploi

La Société Absorbée ne dispose d'aucun employé.

La Société Survivante dispose de deux employés. La fusion transfrontalière n'aura aucune conséquence sur les contrats de travail existants de ces deux employés.

Le cas échéant, des informations sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs dans la définition de leurs droits à participer dans société en conséquence de la fusion transfrontalière sont fixées conformément à l'article 16 de la Directive

Aucun droit de participation des employés n'existent, tant au niveau de la Société Absorbée que de la Société Survivante.

Information concernant la réévaluation des actifs et Passifs transférés à la société Survivante

Les actifs et passifs de la Société Absorbée ne seront pas réévalués, lesquels seront en conséquence de la fusion transfrontalière, reçus par la Société Survivante à la valeur comptable et les parts sociales de la Société Survivante détenues par la Société Absorbée à recevoir par la Société Survivante seront annulées.

Les dates des comptes des sociétés Fusionnantes utilisés pour définir les conditions de la fusion

Les états financiers intermédiaires de la Société Survivante et de la Société Absorbée sont datés du 15 juillet 2012.

L'actuelle proposition, ainsi que les documents prévus à l'article 267 paragraphe 1 de la Loi Luxembourgeoise peuvent être consultés aux sièges sociaux des Sociétés et des copies peuvent être obtenues sur demande, sans frais.

Rapport de l'auditeur indépendant

L'auditeur indépendant qui audite les états financiers intermédiaires/ projet de bilan ne préparera aucun rapport sur le ratio d'échange des participations des Sociétés Fusionnantes, ce en considération de l'accord unanime de tous les associés/membres des Sociétés Fusionnantes.

EGYESÜLÉSI SZERZODÉS KÖZÖS TERVEZETE

A CLH Nemzetközi Tökemenedzsment Magyarország Kft. ügyvezetői és a CL Luxembourg Capital Management S.à.r.l. menedzsment testülete ezennel Közös megállapítják az egyesülési szerződés közös tervezetét az alábbiak szerint(i) a gazdasági társaságokról szóló 1915. augusztus 10-i módosított luxemburgi törvény (a „Luxemburgi Törvény”) 261. cikkének megfelelően, valamint (ii) a tőkeegyesítő társaságok határokon átnyúló egyesüléséről szóló 2007. évi CXL. törvény, a gazdasági társaságokról szóló 2006. évi IV. törvény (a „Gt”), illetve a cégnyilvánosságról, a bírósági cégeljárásról és a végelszámolásról szóló 2006. évi V. törvény (a „Ctv ”) alapján.

Egyesülő társaságok

Az átvevo társaság:

Név: CL Luxembourg Capital Management S.à r.l.

Működési forma: société à responsabilité limitée

Székhelye: 99 Grand Rue, L-1661 Luxembourg.

Bejegyzte: Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg, B 168.73.1 cégjegyzékszám (az „Átvevő Társaság”)

A beolvadó társaság:

Név: CLH Nemzetközi Tökemenedzsment Magyarország Korlátolt Felelősségű Társaság

Működési forma: korlátolt felelősségű társaság

Székhelye: 9700

Szombathely, Várkonyi utca 15.

Bejegyzte: Vas Megyei

Cégbíróság, 18-09-104503 cégjegyzékszám.

(a „Beolvadó Társaság”, a az Átvevő társasággal együtt: „Az Egyesülésben Résztvevő Társaságok”)

A Beolvadó Társaság az Átvevő Társaságba történő beolvadását követően a Beolvadó Társaság felszámolás nélkül megszűnik, összes eszközét és forrását az Átvevő Társaságra ruhazza át, a tákegyesítő társaságok határokon átnyúló egyesüléséről szóló, 2005. október 26-i 2005/56/EK európai parlamenti és tanácsi irányelv (az „irányelv”) 2. cikke 2.a) pontjában, a Luxemburgi cikkében, valamint a magyar Torvény 274. Gt. 81. §-ában foglaltaknak megfelelően.

Az egyesülés hatálybalépésének napja

A Luxemburgi Törvény 273ter. cikke értelmében az egyesülés a résztvevő társaságok között és harmadik személyek felé az Átvevő Társaság egyedüli részvényese jegyzőkönyvének a luxemburgi hivatalos közlönyben (Mémorial) történő közzétételét követően lép hatályba (a „Hatálybalépés Napja”).

A társasági részesedések cserearánya és az Egyesülésben Résztvevő társaságok részvényese/tagja részére juttatható kiegészítő készpénzkifizetés

A cserearány 1:500,000, így a Beolvadó Társaságban lévő (a Beolvadó Társaság üzletrészeinek és tőzstökéjének 100%-át képviselő) üzletrészéért cserébe, mely üzletrész az Hatálybalépés Napjával (alább meghatározva) törülésre kerül és megszűnik, a Beolvadó Társaság egyedüli tagja, a 4073649 Canada Inc. (székhely: 330 University Avenue, Toronto, Ontario, M5G 1R8) ("4073649 Canada Inc.") az Átvevő Társaság ötszáz ezer (500,000) darab, egyenként 1GBP névértékű (az Átvevő Társaság részvényeinek, valamint alaptokéjének 100%-át képviselő) Új Részvényét (alább meghatározva) kapja.

A részvények névértékén túlmenően kiegészítő készpénzfizetés az Egyesülésben Résztvevő Társaságok egyedüli részvényesének/tagjának az egyesüléssel kapcsolatban nem történik.

Az Átvevő Társaság részvényei átadásának módja

Az Átvevő Társaság egyedüli részvényese a Beolvadó Társaság, így az egyesülés eredményeként a Beolvadó Társaság tulajdonában álló Átvevő Társaság-részvényeket érvénytelenítik, és a Beolvadó Társaság egyedüli részvényese 500.000 új részvényt kap, melyeket az Átvevő Társaság bocsát ki (az „Új Részvények”) a fent leírtaknak megfelelően.

Az Átvevő Társaság részvényei névre szólóak.

A Beolvadó Társaság egyedüli részvényese az Új Részvények tulajdonosaként bejegyzésre kerül az Átvevő Társaság részvénykönyvébe az egyesülés Hatálybalépésének Napján.

Az az időpont, melytől az Átvevő Társaság által kibocsátandó részvények az adózott eredményből való részesedésre jogosítanak, VALAMINT az e joggal kapcsolatos különleges feltételek

Az Új Részvények az Átvevő Társaság adózott eredményéből való részesedésre is jogosítanak az egyesülés Hatálybalépésének Napját követően.

Ehhez a joghoz különleges feltételek nem kapcsolódnak.

Az az időpont, amelytől az egyesüléshez fűződő joghatások beállnak, és a Beolvadó Társaság tevékenysége pénzügyi és számviteli szempontból is az Átvevő Társaság nevében végzettnek minősül

Az egyesülés a joghatások, valamint adó- és számviteli szempontból egyaránt 2012. december 31-től hatályos, amikor a Beolvadó Társaság jogai és kötelezettségei az Átvevő Társaság részére átruházottak minősülnek mind adózási, mind számviteli értelemben.

Az Átvevő társaság által a különleges jogokkal felruházott részvényeseknek, valamint a részvényeken kívüli értékpapírok tulajdonosainak biztosított jogok illetve az ezekkel kapcsolatban tavasolt intézkedések

A Beolvadó Társaság és az Átvevő Társaság nem bocsátott ki semmilyen pénzügyi eszközt vagy értékpapírt, kivéve a részvényeseik tulajdonában álló részvényeiket, és ezekhez a részvényekhez különleges jogok nem kapcsolódnak.

A független könyvvizsgálók vagy más szakértők, a menedzsmen testület vagy felügyelő bizottsági tagok vagy az ügyvezető igazgatók, a vezető állású munkavállalók vagy a rendes könyvvizsgálók részére biztosított különleges elonyök

Senkinek nem biztosítanak különleges elonyöket (ideértve a menedzser testület tagjait, vagy adott esetben az ügyvezető igazgatókat). A független könyvvizsgáló által a Beolvadó Társaság részére nyújtott szolgáltatásokért a független könyvvizsgáló díjazásban részesül, amely díjazás a Beolvadó Társaság ügyvezetőinek megítélése alapján megfelel a szokásos piaci ár elvének.

Az Átvev társaság társasági szerződése és annak az egyesüléshez szükséges módosításai

Az Átvevő Társaság társasági szerződésének (a „Társasági Szerződés”) tervezetét az 1. sz. melléklet tartalmazza. Az egyesüléshez szükséges tervezett módosításokat kiemelés jelöli

Az egyesülés foglalkoztatásra gyakorolt várható hatásánakleírása

A Beolvadó Társaságnak nincsenek alkalmazottai.

Az Átvev Társaságnak két alkalmazottja van. A határokon átnyúló egyesülés a két alkalmazottai fennálló munkaszerződésre nem lesz hatással.

Szükség esetén információ azokról az fjtárásokról, amelyekkel a munkavállalóknak a határokon átnyúló egyesülés útján létrejövo társaságban történó részvételével kapcsolatos jogait a munkavállalók bevonásával meghatározzák az irányelv 16. cikke szerint

Nines munkavállalói részvételi jog sem a Beolvadó Társaság, sem az Átvev Társaság szintjén.

Információ az átvevő társaságra átruházott eszközök es források átértékeléséről

A Beolvadó Társaság az Átvev Társaság vonatkozó eszközeit és forrásait a határokon átnyúló egyesülés következtében könyv szerinti értéken szerzi meg, azok átértékelésére nem kerül sor, és az Átvev Társaságnak járó, a Beolvadó Társaság tulajdonában álló Átvev Társasági részvények bevonásra kerülnek.

Az egyesülésben résztvevő társaságok egyesülés feltételeinek meghatározásához használt kimutatásainak dátuma

Az Átvev Társaság és a Beolvadó Társaság kozbenso beszámolóinak dátuma 2012. július 15.

A jelen javaslat, valamint a Luxemburgi Törvény 267. cikke (1) bekezdésében felsorolt dokumentumok a társaságok székhelyén megtekinthetök, azokból másolatok térítésmentesen igényelhetök.

Független könyvvizsgáló jelentése

Az Egyesülésben Résztvev Társaságok részvényesei/tagjai egyhangú határozata alapján a közbensö pénzügyi beszámolókat/vagyonmérleg tervezeteket auditáló független könyvvizsgáló nem készít jelentést az Egyesülésben Résztvev Társaságok társasági részesedéseinek cserearányáról.

Hungary, 16 July 2012.

CLH International Capital Management Hungary LLC
Claudia Lang / Brucknerné Ugrai Ildikó Gabriella / Galgóczy Antal
Managing Director / Managing Director / Managing Director

Luxembourg, 25 July 2012.

CL Luxembourg Capital Management S.à r.l
Paul de Haan / Maarten van de Vaart / David Peter Boyle
Class A Manager / Class A Manager / Class B Manager

Appendix 1 / Annexe 1

Draft articles of association of CL Luxembourg Capital Management S. r.l. as Surviving Company

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "CL Luxembourg Capital Management S. r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, certificates, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit including without limitation any direct or indirect parent company.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the - Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross-stream) or any other company or entity as . the Company may deem fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may hold, acquire, dispose, and invest in any manner in, development, licensing or sub licensing, of any patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is established for an undetermined period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at five hundred thousand Pounds Sterling (GBP 500,000) divided into five hundred thousand (500,000) shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis- -vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of incorporation to the general meeting or as may be provided herein.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed

for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty four (24) hours in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound towards third parties by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons (including without limitation employee or service providers) to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers by any two of the managers or in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

Art. 8. Liability Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities..

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number, of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case, may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change the nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2012.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits" realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Art. 1. Form, Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société responsabilité limitée) mit dem Namen „CL Luxembourg Capital Management S. r.l. (die „Gesellschaft“) ist hiermit von der erschienenen Partei und den danach folgenden Gesellschaftern gegründet. Die Gesellschaft unterliegt dieser Gesellschaftssatzung und den einschlägigen Gesetzen.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Beteiligungen jeder Art, an Luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, Unternehmen, Kapitalanlagen oder Vermögenswerte, Akquisition durch Erwerb, die Verfügung durch Übertragung, Tausch oder auf andere Weise von Aktien, Rentenpapieren/-werten, Schuldscheinen, Schuldscheinförderungen, Darlehen, Darlehensanteile, Einlagezertifikate oder Wertpapiere jeder anderen Weise oder Finanzinstrumente oder Vermögen jeder Art und das Eigentum, die Verwaltung, die Entwicklung und die Geschäftsleitung seines Portfolios.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht verschiedener Gesellschaften oder Unternehmen beteiligen und kann in Anlagen jeglicher Art und auf jegliche Weise investieren.

Die Gesellschaft kann ebenfalls Anteile in Personengesellschaften besitzen und ihre Geschäfte durch Zweigstellen oder Niederlassungen in Luxemburg oder im Ausland ausführen.

Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, sowie durch Privatplazierungen, Schuldscheine, Einlagezertifikate, Schuldscheinverordnungen, Rentenpapiere/Werte sowie jegliche Art von Schuldtitel und Anteilswerte ausgeben.

Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschliesslich und uneingeschränkt, die Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten, oder aus der Emission von Anteils- oder Schuldwertpapieren jeglicher Art an ihre Tochtergesellschaften angegliederte Gesellschaft und jede andere Gesellschaft oder juristische Person, die sie für geeignet erachtet, einschliesslich an die direkte oder indirekte Muttergesellschaft verleihen.

Die Gesellschaft kann zu Gunsten Dritter in Bezug auf ihr gesamtes Vermögen oder einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften und Unternehmen, an denen die Gesellschaft Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person.

Die Gesellschaft kann des Weiteren Teile oder die Gesamtheit ihrer Anteile verpfänden, übertragen, belasten oder in anderer Weise mit Sicherheiten versehen.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft Unterstützungen jeglicher Art bewilligen (durch Kredite, Vorschüsse, Bürgschaften, Sicherheiten oder in anderer Art und Weise) für Firmen, Unternehmen und andere Gesellschaften, an welchen die Gesellschaft Anteil hat oder welche Teil der Gruppe sind zu welcher die Gesellschaft gehört - die (auch auf Subordinationsebene oder übergreifend), aber auch jeder Anderen Gesellschaft soweit es die Gesellschaft oder juristische Person als dienlich erachtet.

Ausserdem kann die Gesellschaft jegliche Art Kontroll- und Aufsichtsarbeiten wahrnehmen und alle Arten von Vorgängen ausführen, soweit sie es für dienlich hält, um ihre Ziele zu bewältigen und auszurichten.

Die Gesellschaft kann in Rechte an Patenten oder anderen Rechten an geistigem Eigentum jeglicher Art und Herkunft, zum Zwecke von Entwicklung, Lizenzgebund oder Sub- Lizenzierung, akquirieren, halten, darüber verfügen und investieren.

Die oben genannte Aufzählung ist im weiten Sinne zu verstehen und nicht abschliessend oder beschränkt in irgendeiner Art und Weise. Das Ziel der Gesellschaft schliesst jegliche Transaktion oder Vertrag, welche sie eingeht soweit es mit dem Vorgenanntem in Einklag steht.

Schlussendlich kann die Gesellschaft alle Handlungen kommerzieller, technischer, finanzieller Art und andere Vorgänge vornehmen, soweit Sie direkt oder indirekt mit dem Aufgabenbereich der Firma verbunden sind und die Bewältigung ihrer Ziele/ Aufgaben erleichtert.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann an jeden Ort im Großherzogtum verlegt werden. Dies geschieht durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Veränderung der Gesellschaftssatzungen vorgesehenen Art und Weise, beraten.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Stadtgemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das herausgegebene Gesellschaftskapital beläuft sich auf fünfhunderttausend Pfund Sterling (GBP 500,000) aufgeteilt in fünfhunderttausend (500,000) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von jeweils einem Pfund Sterling (GBP 1).

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss " der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder verringert werden. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückerwerben.

Jedes vorhandene Emissionsagio soll ausschüttbar sein.

Art. 6. Übertragung von Geschäftsanteilen. Die Geschäftsanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.

Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Geschäftsanteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Verwaltung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Gesellschafter oder die Geschäftsführung ist mit den breitesten Mächten bevollmächtigt um die Geschäfte der Gesellschaft zu leiten und die Veräußerungen und Verwaltungsurkunden, die unter dem Zweck der Gesellschaft fallen zu erlauben und/oder verrichten. Alle Befugnisse der allgemeinen Geschäftsversammlung, die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder von den Satzungen vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder je nachdem der Geschäftsführer. Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer oder je nachdem die Geschäftsführung die weitreichenden Befugnisse um im Namen der Gesellschaft in jeglicher Art zu handeln und alle Urkunden und Vorgänge in Bezug auf die Gesellschaft, die nicht vom Gesetz oder von den Satzungen zu den allgemeinen Geschäftsversammlungen vorbehalten sind oder wie hierin vorgesehen ist, zu erledigen erlauben und zustimmen.

Die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in einfacher Mehrheit ernannt und entlassen. Die Gesellschafterversammlung bestimmt auch über die Befugnisse und die Amtsdauer der Geschäftsführer. Wenn keine Frist gesetzt wird, sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern bilden diese eine Geschäftsführung.

Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann ebenfalls zu jedem Moment per Telefonkonferenz oder ähnlichen Mitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer der hierzu zustimmt und wählt, vertreten lassen.

Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Sitzung der Geschäftsführung geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn, es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist. Auf diese Ankündigung kann wenn jeder Geschäftsführer durch eine schriftliche Zustimmung durch Telefon, Telegramm, Telex, email oder Fax oder aller anderen ähnlichen Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine gesonderte schriftliche Ankündigung ist für eine Sitzung nicht erforderlich, wenn es sich um eine Sitzung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Beschluss der Geschäftsführung festgelegt wurde.

Die Gesellschafterversammlung kann beschliessen, Geschäftsführer zweier Klassen zu ernennen, Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B. Eine solche Klasseneinteilung der Gesellschafter soll in Abschlüssen der einschlägigen Sitzung getroffen und die Geschäftsführer sind bzgl. Ihrer Klasseneinteilung einzeln zu identifizieren.

Die Beschlüsse der Geschäftsführung ist sind durch mindestens der Hälfte der amtierenden Geschäftsführer(einschließlich durch Vertretung) genommen. Wurden "die Geschäftsführer von der Gesellschafterversammlung in verschiedene Klassen von Gesellschaftern nämlich in Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B unterteilt, so können Beschlüsse der Geschäftsführung nur durch die Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich zumindest ein Geschäftsführer der Klasse A und ein Geschäftsführer der Klasse B (einschließlich durch Vertretung) gültig genommen werden.

Die Geschäftsführung kann ebenfalls einstimmig Beschlüsse per Rundschreiben fassen, wobei die Geschäftsführer ihre schriftliche Zustimmung mittels Telefon, Fax, oder anderer vergleichbarer Kommunikationsmittel auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren getrennten Dokumenten gleichen Inhalts erklären. Die Gesamtheit dieser Rundschreiben bildet das Protokoll, das den Beschluss belegt. Beschlüsse von Geschäftsführern einschließlich Beschlüsse durch Rundschreiben können durch einzelne Unterschrift eines Geschäftsführers eindeutig beglaubigt werden oder Auszüge aus diesen können unter einzelner Unterschrift des Geschäftsführers ausgegeben werden.

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift im Falle von einem alleinigen Geschäftsführer gebunden und im Falle einer Geschäftsführung durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern gebunden. Im Falle, wo die Gesellschafterversammlung, die Gesellschafter in verschiedene Klassen unterteilt hat (nämlich Gesellschafter der Klasse A und Gesellschafter der Klasse B) bindet die gemeinsame Unterschrift von einem Gesellschafter der Klasse A und einem Gesellschafter der Klasse B die Gesellschaft gegenüber Dritten.

In jedem Fall wird die Gesellschaft ebenfalls gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift der mit Spezialvollmachten die solchen Personen (einschließlich aber unbegrenzt Angestellte oder Dienstleister) durch einen Beschluss des Gesellschafters, im Falle einer Gesellschaftsführung durch die Unterschrift von zwei verschiedenen Geschäftsführern oder im Falle wo die Gesellschaftsversammlung die Gesellschafter in verschiedene Klassen unterteilt hat (nämlich Gesellschafter der Klasse A und Gesellschafter der Klasse B) durch die gemeinsame Unterschrift von einem Gesellschafter der Klasse A und von einem Gesellschafter der Klasse B.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Der oder die Geschäftsführer übernehmen keine persönliche Haftung für Verpflichtungen der Gesellschaft. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie haftbar für die Erfüllung ihrer Verpflichtungen.

In Bezug auf die unten aufgezählten Ausnahmen und Beschränkungen, jede Person die ein Geschäftsführer oder Officer der Gesellschaft ist oder war, sollte von der Gesellschaft entschädigt werden soweit vom Gesetz erlaubt gegen Haftung und gegen sämtliche vernünftig getätigte Kosten die von ihm bezahlt wurden in Bezug auf jegliche Forderungen, Verfahren oder Vorgehen in welchen er als Partei betätigt war oder andersweitig mit eingetragen war oder ein solcher Gesellschafter oder Officer gewesen war und- gegen von ihm bezahlten oder aufgetretenen Beträge und Kosten auszugleichen.

Die Begriffe „Forderung“, „Verfahren“, „Klage“ oder „Vorgehen“ sollen auf alle gegenwärtigen oder ehemaligen Forderungen, Verfahren, Klagen oder Vorgehen angewendet werden (Zivil- Straf oder anderen Berufungen) und die Begriffe „Haftung“ und „Kosten“ sollen ohne Begrenzungen Anwaltskosten, Kosten, Urteile, gezahlte Beträge in Vergleich und andere Haftungen beinhalten.

Keine Entschädigung an jeglichen Geschäftsführer oder officer wird in folgenden Fällen zuerkannt:

(i.) für jegliche Haftung gegenüber der Gesellschaft oder deren Gesellschafter, welche durch bewussten Misbrauch, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit, oder rücksichtsloser Misachtung der Aufgaben im Bezug auf die Führung seines Arbeitsbereiches entstanden sind.

(ii.) Mit Rücksicht auf alle Angelagenheiten welche ihm schlußendlich zugeteilt wurden, wenn er im bösen Glauben und gegen die Interessen der Gesellschaft gehandelt hat; oder

(iii.) Im Falle eines Vergleichs ausser wenn der Vergleich vor einem zuständigen Geltungsbereich eines Gerichts oder der Geschäftsführung bestätigt wurde.

Das Recht auf Entschädigung hierin soll teilbar sein, soll sich nicht auf jegliche andere Rechte zu welchem Geschäftsführer oder Officer nun zugeteilt sind oder waren, betreffen, soll zu einer Person weitergegeben werden, die aufgehört hat ein solcher Geschäftsführer oder Officer zu sein und soll zum Nutzen der Erben, Testamentvollstrecker und Nachlassverwalter von dieser Person benutzt werden.

Nichts was hierin inbegriffen ist, soll jegliche Rechte auf Entschädigungen gegenüber corporate personal, einschließlich Direktoren und Officers die durch Verträge oder andererseits durch Gesetz berechtigt sind, betreffen.

Ausgaben in Verbindung mit der Vorbereitung und Stellvertretung einer Verteidigung in jeglicher Klage, Forderung, Verfahren oder Vergehen jeder Art wie in diesem Artikel beschrieben, sind von Seiten der Gesellschaft vorzustrecken vor der endgültigen Verfügung bis zum Eingang von jeglicher Gesellschaft von oder im Namen des Gesellschafters oder Officer um diesen Betrag zurück zu bezahlen, wenn letztlich bestätigt ist dass er nicht unter die Entschädigung von diesem Artikel berechtigt ist.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen. Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme und jeder Gesellschafter kann an jeder Gesellschaftsversammlung durch Erteilung einer Spezialvollmacht teilnehmen.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit gefasst (soweit vom Gesetz erlaubt) oder bei Gesellschafterversammlungen. Jede regelmäßig gegründete Gesellschafterversammlung der Gesellschaft oder jede gültigen geschriebenen Zirkularbeschlüsse (im Falle wo) soll die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft vertreten.

Die Einberufung der Sitzung hat mindestens acht (8) Tage vor der Sitzung mittels eingeschriebenem Brief an die Gesellschafter an die im Gesellschaftsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung gehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Gesellschaftsregister eingetragene Adresse übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder zur Zufriedenheit der Mehrheitsbedingungen zu dem oben angegebenen Datum). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Insofern das Gesetz nichts anderes vorsieht,

(i) Beschlüsse der Gesellschaftsversammlung werden gültig getroffen wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsanteile die Beschlüsse bewährt haben. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung oder bei den ersten Zirkularbeschlüssen nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen oder beraten und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote der vertretenen Geschäftsanteile.

(ii) Entscheidungen über Änderungen der Satzung können jedoch nur mit Zustimmung (i) der Mehrheit der Gesellschafter, (ii) welche durch drei drittel des Gesellschaftskapitals vertreten sind, abgeändert werden, (iii) Entscheidungen die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals vertreten.

Soweit es das Gesetz nicht anders vorsieht, werden Beschlüsse der Gesellschaftsversammlung werden gültig getroffen, wenn mehr als die Hälfte der Gesellschaftsanteile die Beschlüsse gewährt haben.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jedes Jahr am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft begonnen hat, wird am 31. Dezember 2012 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Jedes Jahr, am Ende des Geschäftsjahres, wird der Jahresabschluss durch den Geschäftsführer, oder gegebenenfalls durch die Geschäftsführung, verfasst.

Die Finanzberichte stehen den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 13 Gewinnverteilung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können die Ausschüttungen von Zwischendividenden beschließen, aufgrund vom Geschäftsführer oder gegebenenfalls von der Geschäftsführung ausgearbeiteten Finanzberichten, welche zeigen, dass genügend Rücklagen zur Verteilung vorhanden sind.

Der auszuschüttende Betrag kann jedoch die seit dem letzten Geschäftsjahresende erzielten realisierten Gewinne, erhöht durch die übertragenen Gewinne und die aufzuteilenden Reserven und Prämien aber unter Abzug der übertragenen Verluste und Beträge welche einer Rücklage zuzuweisen sind, die vom Gesetz bestimmt werden, nicht überschreiten.

Dieser Restbetrag kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Emissionsagiotkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Emissionsagiotkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung Liquidation. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, Gesellschafter oder nicht welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden. Diese legt ebenfalls deren Befugnisse und Vergütung fest.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern und solange ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, besteht die Gesellschaft als eine „alleinige Gesellschaftergesellschaft“ gemäß Artikel 179(2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils geltenden Fassung und u.a. die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes finden Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes.

Fenti szöveg magyar nyelvu változata:

1. sz. MELLÉKLET

A CL Luxembourg Capital Management S.à r.l., mint Atvevő Társaság Társasági Szerződésének tervezete

Art. 1. A Társaság megnevezése. A megjelent fél és a későbbiekben részvényesekké váló személyek ezúton megalapítják a CL Luxembourg Capital Management S.à r.l. („a Társaság”) elnevezésű korlátolt felelősségű társaságot (société à responsabilité limitée). A Társaság a jelen társasági szerződés és a vonatkozó jogszabályok alapján végzi tevékenységét.

Art. 2. A Társaság tevékenységi köre. A Társaság tevékenységét luxemburgi és külföldi társaságokban, egyéb gazdálkodó szervezetekben, vállalkozásokban vagy befektetésekben bármely formában fennálló részesedések és érdekeltségek felvásárlása, tartása, kezelése és értékesítése, részvények, kötvények, adóslevelek, kötelezvények, kölcsönök, részesedések, letéti jegyek és más értékpapírok, pénzügyi instrumentumok vagy bármely típusú eszközök vétel, jegyzés útján vagy egyéb módon történő felvásárlása, értékesítés, csere útján vagy más módon történő átruházása, valamint portfóliójának tartása, adminisztrációja, fejlesztése és kezelése képezi.

A Társaság jogosult bármely társaság vagy vállalkozás létrehozásában, fejlesztésében, vezetésében és irányításában részt venni, valamint bármely módon és bármely típusú eszközökbe befektetéseket eszközölni. A Társaság jogosult személyesítő társaságokban részesedésekkel rendelkezni és tevékenységét luxemburgi vagy külföldi fióktelepeken keresztül végezni.

A Társaság jogosult bármely formában kölcsönt felvenni és zártkörű értékpapír-kibocsátás útján. kötvényeket, letéti jegyeket, kötelezvényeket és adósleveleket vagy bármely típusú, hitelviszonyt vagy tókerészesedést megtestesítő értékpapírt kibocsátani.

A Társaság az általa felvett hitelek közül vagy bármely típusú, hitelviszonyt vagy tókerészesedést megtestesítő értékpapír kibocsátásából származó forrásokból korlátozás nélkül jogosult hitelt nyújtani leányvállalatai, kapcsolt vállalkozásai vagy

saját döntése szerinti bármely más társaság vagy gazdálkodó szervezet részére, ideértve többek között bármely közvetlen vagy közvetett anyavállalatát.

A Társaság megítélése szerint és amennyiben az a saját, vagy más gazdálkodó szervezetek javát szolgálja, jogosult garanciákat és biztosítékokat nyújtani bármely harmadik fél felé saját kötelezettségeiért és kötelezettségvállalásaiért, valamint bármely olyan társaság vagy más vállalkozás kötelezettségeiért, amelyben részesedéssel rendelkezik vagy amely a Társasággal azonos vállalatcsoportba tartozik. A Társaság jogosult továbbá eszközeinek egy részét vagy egészét elzáróztatni, átruházni vagy jelzáloggal megterhelni, valamint azokat más módon biztosítékként felajánlani.

A Társaság általában bármely formában nyújthat segítséget (kölcsönök, előlegek, garanciák, biztosítékok útján vagy egyéb módon) olyan társaságok vagy más vállalkozások részére, amelyekben részesedéssel rendelkezik vagy amelyek a Társasággal azonos vállalatcsoportba tartoznak (beleértve az anyavállalatot vagy más tagvállalatokat is), valamint amelyeket arra alkalmasnak ítél meg, ellenorzo és felügyeleti intézkedéseket tehet, valamint a céljainak eléréséhez elonyösként megítélt tevékenységeket végezhet.

A Társaság jogosult bármely jellegű vagy bármely forrásból származó szabadalmakkal vagy egyéb szellemi tulajdonjogokkal rendelkezni, azokat megszerezni vagy értékesíteni, azok fejlesztésébe, licence adásába vagy allicencbe adásába bármely módon befektetni.

A fentiekben felsoroltak a lehető legszélesebb értelemben értendők, a felsorolás nem teljes körű és nem kizárólagos. A Társaság tevékenységi körébe tartozik a Társaság által megkötött, a fentiekkel összhangban álló bármely tranzakció vagy megállapodás.

Végezetül, a Társaság jogosult bármely olyan kereskedelmi, muszaki és pénzügyi vagy egyéb tevékenységét végezni, amely a fenti tevékenységeihez közvetve vagy közvetlenül kapcsolódva a céljai elérését szolgálja.

Art. 3. A Társaság működésének időtartama. A Társaság határozatlan időtartamra jött létre.

Art. 4. Székhely. A Társaság bejegyzett székhelye Luxemburg városában, a Luxemburgi Nagyhercegségben van. A székhely bármely Luxemburgi Nagyhercegség területén levo helyre áthelyezhető a Társaság rendkívüli közgyűlésének a társasági szerződés módosítására eloirt módon elfogadott határozata útján.

A székhely az önkormányzat illetékességi területén belül az igazgató vagy adott esetben az igazgatóság döntése útján helyezhető át.

A Társaságnak Luxemburgban és külföldön is lehetnek irodái és fióktelepei.

Amennyiben az igazgató vagy adott esetben az igazgatóság úgy dönt, hogy olyan rendkívüli politikai, gazdasági vagy társadalmi események történtek, vagy várhatók a közeljövöben, amelyek miatt a Társaság zavartalan működése a székhelyén nem biztosítható, vagy a fenti események megnehezítik a székhely és a külföldi partnerek közti kapcsolattartást, a székhely átmeneti jelleggel, a rendkívüli körülmények megszűnéséig áthelyezhető külföldre. A székhely átmeneti külföldre helyezése nem érinti a Társaság honosságát; a Társaság tehát abban az esetben is luxemburgi illetésű társaságnak minösül, ha a székhelye átmenetileg külföldre kerül. Az ilyen átmeneti intézkedéseket az igazgató vagy adott esetben az igazgatóság hozza meg, és arról köteles az összes érdekelt felet értesíteni.

Art. 5. Alaptöke. A Társaság alaptökeje ötszázezer angol font (GBP 500.000), amely összesen ötszázezer (500.000) darab, egyenként egy angol font (GBP 1) névértékű törzsrészcvényből áll. A Társaság alaptökejének növelésére vagy csökkentésére a részvényesek a társasági szerződés módosításához szükséges módon elfogadott határozata útján kerülhet sor, és a Társaság csak a részvényeseinek határozata alapján vásárolhatja vissza a saját részvényeit.

A részvény kibocsátási felár (ázsio) felosztható.

Art. 6. Részvények átruházása. A részvények szabadon átruházhatók a részvényesek között. Ha törvény másképp nem rendelkezik, a nem részvényesek részére történő részvényátruházáshoz a Társaság alaptökejének legalább hetvenöt százalékát képviselő részvényesek jóváhagyása szükséges.

Art. 7. A Társaság irányítása. A Társaságot egy vagy több igazgató vezeti, akik nem szükségszeruen részvényesek.

Az igazgató vagy adott esetben az igazgatóság rendelkezik a legszélesebb hatáskörrel arra, hogy a társaságot vezesse és a Társaság érdekeinek megfelelő értékesítési és üzletviteli intézkedéseket engedélyezze és/vagy megtegye. Valamennyi olyan ügyben, amely nem tartozik a közgyűlés kizárólagos hatáskörébe a jogszabály vagy a társasági szerződés rendelkezései alapján, az igazgató vagy adott esetben az igazgatóság jogosult eljárni. Harmadik felekkel szemben az igazgató vagy adott esetben az igazgatóság rendelkezik a legszélesebb hatáskörrel arra, hogy a Társaság nevében minden esetben eljárjon és a Társasággal kapcsolatos minden olyan intézkedést megtegyen, engedélyezzen vagy jóváhagyjon, amely a jogszabály vagy a társasági szerződés rendelkezései alapján nem tartozik a közgyűlés kizárólagos hatáskörébe.

Az ügyvezetők kinevezése és visszahívása a közgyűlés egyszerű többséggel hozott határozatával történik, és a jogkörük és megbízatásuk időtartamának kijelölését is a közgyűlés végzi. Amennyiben nincs feltüntetve az időtartam, az ügyvezetők megbízatása határozatlan időre szól. Az igazgatók újraválaszthatók, de kinevezésük bármikor, indokolás nélkül is (ad nutum) visszavonható.

Amennyiben a Társaságnak egynél több igazgatója van, az igazgatók igazgatóságot alkotnak.

Az igazgatók telefonos konferencia vagy egyéb hasonló kommunikációs módszer igénybevételel is részt vehetnek az igazgatóság ülésen, ha az alkalmazott módszer lehetővé teszi, hogy valamennyi résztvevo hallja a többiekkel és velük kom-

munikáljon. Az ülés telefonos konferencia vagy hasonló kommunikációs módszer igénybevételel is megtartható. Az ilyen módon megtartott ülés vagy az ilyen módon történő részvétel úgy tekintendő, mintha az igazgató személyesen jelen lenne az ülésen vagy az ülésre személyesen került volna sor. Az igazgatókat a közgyűlés ülésein egy másik igazgató is képviselheti, az igazgató által elfogadható meghatalmazások és szavazatok korlátozása nélkül.

A közgyűlés összehívásáról írásban, legalább huszonnég órával a tervezett időpont előtt kell értesíteni az igazgatókat. Ez alól kivételt képeznek a sürgősségi helyzetek, amikor azonban a sürgősségi helyzet jellegét és indítékait fel kell tüntetni az értesítésben. Az értesítéstől el lehet tekinteni, amennyiben ezt minden egyes igazgató írásban, távirati úton, telexen, e-mailben, faxon vagy egyéb hasonló kommunikációs módszerrel jóváhagyta. Amennyiben a közgyűlés időpontjáról és helyszínéről az igazgatóság egy korábbi határozatban döntött, a közgyűlés megtartásához nem szükséges külön közgyűlési meghívó.

A részvényesek közgyűlése „A” és „B” besorolású igazgatók kinevezéséről dönthet. A besorolási rendszert megfelelően dokumentálni kell a közgyűlés jegyzőkönyvében, és az igazgatók besorolását fel kell tüntetni.

Az igazgatóság érvényes határozatot a Társaság igazgatói többségének jóváhagyásával hozhat (beleértve a képviselő útján történő jóváhagyást is). Amennyiben azonban a közgyűlés különböző besorolású igazgatókat nevezett ki (tehát „A” és „B” besorolású igazgatókat), az igazgatóság érvényes határozatot csak a Társaság igazgatói többségének, köztük legalább egy „A” és egy „B” besorolású igazgatónak a jóváhagyásával hozhat (beleértve a képviselő útján történő jóváhagyást is).

Az igazgatóság tagjai egy vagy több hasonló dokumentumról írásban, távirati úton, faxon vagy egyéb hasonló kommunikációs módszerrel, köröztetéssel, ülés tartása nélkül is elfogadhatnak egyhangú határozatokat. Az ilyen módon kibocsátott, aláírással ellátott körlevél igazolja a határozat elfogadását. Az igazgatói határozatokat, beleértve az köröztetés útján hozott határozatokat vagy az azokból készült kivonatokat bármely igazgató aláírásával hitelesíteni lehet.

Egyedüli igazgató esetén az igazgató aláírása, igazgatóság esetén pedig bármely két igazgató együttes aláírása, illetve, abban az esetben, ha a részvényesek közgyűlése különböző besorolású igazgatókat nevezett ki (tehát „A” és „B” besorolású igazgatókat), egy „A” és egy „B” besorolású igazgató együttes aláírása kötelezi a Társaságot harmadik felek felé.

A Társaságot egy vagy több személy (ideértve egyebek mellett az alkalmazottakat vagy szolgáltatókat) aláírása is kötelezi, amennyiben a személy vagy személyek cégjegyzési joggal lettek felruházva egyedüli igazgató esetén az igazgató aláírása, igazgatóság esetén pedig bármely két igazgató együttes aláírása, illetve, abban az esetben, ha a részvényesek közgyűlése különböző besorolású igazgatókat nevezett ki (tehát „A” és „B” besorolású igazgatókat), egy „A” és egy „B” besorolású igazgató együttes aláírása útján.

Art. 8. Az igazgatók felelőssége. Az igazgatók nem tartoznak személyes felelősséggel a Társaság tartozásaiért. A Társaság képviselőiként az igazgatók felelősséggel tartoznak a feladataik ellátásáért.

Az alábbi kivételeknek és korlátozásoknak megfelelően a Társaság összes jelenlegi és volt igazgatója és tisztségviselője a jogszabályok által megengedett legteljesebb mértékben mentesül minden olyan költség megfizetése alól, amely igazgatóként vagy tisztségviselőként a mindennapi munkavégzés során vagy azzal kapcsolatban felmerült követelés, per vagy eljárás során előállhat, vagy ezek rendezése során felmerül. A „követelés”, „per” és „eljárás” szavak minden (polgári, büntetőjogi és egyéb) tényleges vagy fenyegető követelésre, perre és eljárásra vonatkoznak, a „felelősség” és „költség” pedig magában foglalja többek között az ügyvédi díjakat, költségeket, ítéleteket, egyezség címén kifizetett összegeket és egyéb kötelezettségeket.

Az igazgatót vagy tisztségviselőt nem illeti meg kártalanítás, amennyiben:

(i) a Társasággal vagy részvényeseivel szemben fennálló tartozása szándékos kötelességszegésből, rosszhiszeműségből, súlyos gondatlanságból vagy a munkaköri kötelezettségeinek felelőtlen figyelmen kívül hagyásából származik;

(ii) véglegesen megállapításra kerül, hogy az adott esetben rosszhiszeműséggel, és nem a Társaság érdekében járt el; és

(iii) a felek között egyezség születik, azonban azt az illetékes bíróság vagy az igazgatóság nem hagyja jóvá.

Az itt ismertetett kártalanítási jog elválasztható, nem érinti az igazgató vagy tisztségviselő jelenlegi vagy jövőbeni jogait, azután is fennáll, hogy a személy megszűnik igazgató vagy tisztségviselő lenni, és tovább száll a személy törvényes örököseire, végrendeleti végrehajtóira, vagy személyes képviselőire is. A jelen szerződés nem érinti a Társaság alkalmazottainak, ideértve az igazgatók és tisztségviselők szerződésből vagy jogszabályból fakadó kártalanítási jogát.

A jelen társasági szerződésben ismertetett bármely követeléshez, perhez vagy eljáráshoz kapcsolódó védelem előkészítésével és képviselőtével kapcsolatban felmerült költségeket a Társaság köteles a végleges intézkedés előtt, a tisztségviselő vagy igazgató által vagy képviselőtében írott, az összeg visszafizetésére irányuló kötelezettségvállalás kézhezvételét követően megelőlegezni, akkor is, ha megállapításra kerül, hogy a személyt a társasági szerződés alapján nem illeti meg kártalanítási jog.

Art. 9. A részvényesek szavazati jogai. A kollektív döntéshozatalban valamennyi részvényes jogosult részt venni. Az egyes részvényesek szavazatainak száma a tulajdonukban lévő részvények számával egyezik meg. A részvényesek a közgyűléseken meghatalmazott képviselő útján is részt vehetnek.

Art. 10. A részvényesek közgyűlése. A részvényesek írásban (amennyiben a jogszabályok lehetővé teszik) vagy a közgyűléseken, a luxemburgi társasági jog előírásai szerinti formában és többséggel hozhatnak döntéseket. A Társaság

részvényeseinek rendszeres közgyűlései vagy adott esetben az írásban hozott érvényes határozatok a Társaság összes részvényesét képviselik.

A közgyűléseket közgyűlési meghívó útján kell összehívni, amelyet legalább nyolc (8) nappal a közgyűlés időpontja előtt a részvényesek Társaságnál őrzött jegyzékében szereplő címére kell ajánlott levélben elküldeni. A Társaság teljes alaptőkéjét képviselő részvényesek jelenlétében a közgyűlés előzetes értesítés nélkül megtartható.

Az írásban hozott határozatok szövegét a részvényesek Társaságnál őrzött jegyzékében szereplő címére kell elküldeni legalább nyolc (8) nappal a határozatok javasolt hatálybalépési időpontja előtt. A határozatok a kollektív döntéshozatalról szóló törvények rendelkezéseinek megfelelően (vagy a szavazattöbbségre vonatkozó szabályok betartása mellett, az azokban meghatározott időpontban) a többség általi jóváhagyással lépnek hatályba. Egyhangú írásban hozott határozat bármikor elfogadható előzetes értesítés nélkül.

Ha a jogszabály másként nem rendelkezik, (i) a közgyűlés döntesei akkor minősülnek érvényesen elfogadottnak, ha azt a társaság tőkéjének több mint felét képviselő részvényes jóváhagyja. Amennyiben ezt a többséget az első közgyűlés vagy az első írásban hozott határozat alkalmával nem sikerül elérni, a részvényeseket ismételtan össze kell hívni vagy ajánlott levél útján meg kell keresni. A döntéshozatalhoz a képviselt tőke hányadától függetlenül szavazati többség szükséges. (ii) A társasági szerződés módosítását érintő döntésekhez azonban (y) a kibocsátott alaptőke legalább háromnegyedét képviselő (x) részvényesek szavazati többsége szükséges és (iii) a Társaság illetőségének módosítását érintő döntéseket csak a kibocsátott alaptőke száz százalékát (100%-át) képviselő részvényesek hozhatnak.

Art. 11. Számviteli év. A számviteli év minden év január 1-jén kezdődik és ugyanezen év december 31-én végződik, kivéve az első számviteli évet, amely a bejegyzés napján kezdődik és 2012. december 31-én végződik.

Art. 12. Pénzügyi kimutatások. Az éves beszámolót minden számviteli év végén az igazgató vagy az igazgatóság írja alá. A pénzügyi kimutatások a részvényesek számára a Társaság székhelyén érhetők el.

Art. 13. Nyereségfelosztás. A netto nyereség öt százaléka (5%-a) törvény által előírt tartalékba kerül. Ez a tartalékba helyezés attól az időponttól számítva nem kötelező, amikor a tartalék eléri a Társaság kibocsátott alaptőkéjének 10%-át.

A részvényesek dönthetnek az osztalékfelőleg-fizetés mellett, amennyiben az igazgató vagy az igazgatóság által készített pénzügyi beszámoló alapján kellő nagyságú kifizethető összeg áll rendelkezésre, feltéve, hogy az elosztásra szánt összeg nem haladja meg az előző pénzügyi év vége óta realizált nyereség összegét növelve az áthozott nyereséggel, a felosztható tartalékokkal és a prémium összegével, és csökkentve az áthozott veszteséggel és a törvény által előírt kötelező tartalékba szánt összegekkel.

A fennmaradó összeg felosztható a részvényesek között a részvényesek közgyűlése által hozott határozattal.

A részvény kibocsátási felár (ázsíó) felosztható a részvényesek között a részvényesek közgyűlése által hozott határozattal. A részvényesek közgyűlésének határozata alapján a részvény kibocsátási felárból (ázsíó) bármekkora összeg a kötelező tartalékba kerülhet.

Art. 14. A Társaság megszüntetése. Amennyiben a Társaság megszunik, a felszámolást egy vagy több felszámoló végzi, akik lehetnek a Társaság részvényesei, azonban nem kell feltétlenül azoknak lenniük. A felszámolókat a részvényesek közgyűlése jelöli ki, és a jogkörüket, valamint a javadalmazásukat is a közgyűlés állapítja meg.

Art. 15. Egyedüli részvényes. Amennyiben egyetlen részvényes tulajdonában van a Társaság összes részvénye, a Társaság egyszemélyes társaságként működik a kereskedelmi társaságokról szóló, 1915. augusztus 1.0-i többször módosított luxemburgi törvény 179 §-ának (2) bekezdése, és jelen esetben egyéb mellett a 200-1 és 200-2 §-a alapján.

Art. 16. Irányadó jog. A jelen társasági szerződésben nem szabályozott kérdésekben a vonatkozó jogszabályok rendelkezései irányadók.

Référence de publication: 2012095752/893.

(120129981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2012.

Carpathian Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.155.

Acacia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.972.

L'an deux mille douze, le vingt-six juillet.

Le soussigné, Maître Francis KESSELER, Notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg)

Certifie que:

Suivant projet de fusion notarié du 14 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1582 du 25 juin 2012, la société Carpathian Properties S.à r.l., la Société Absorbante, est une société à responsabilité limitée organisée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, imma-

triculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109155, constituée le 5 juillet 2005 en vertu d'un acte de Maître Paul Bettingen, notaire résidant alors à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1238 le 19 novembre 2005, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 21 septembre 2006 suivant un acte de Maître Paul Bettingen, notaire alors de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C, sous le N° 2135, en date du 15 novembre 2006 («la Société Absorbante») a projeté d'absorber, par voie de fusion, la société Acacia S.à r.l., la Société Absorbée, est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117972 constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 29 juin 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations – C, N° 1715 en date du 14 septembre 2006, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 6 septembre 2010 suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C, sous le n° 2295, en date du 27 octobre 2010 ("la Société Absorbée").

L'absorption par voie de fusion a été opérée suivant les dispositions des articles 278 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Fusion").

Toutes les formalités requises par la loi luxembourgeoise ont été accomplies, en particulier les conditions prévues par l'article 279 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Du point de vue comptable, la Fusion a pris effet le 31 mars 2012.

Aucun associé de la Société Absorbante détenant plus de 5% du capital n'a requis pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication au Mémorial C du projet de fusion la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, appelée à se prononcer sur l'approbation de la Fusion.

La Fusion, déjà réalisée entre les sociétés fusionnantes puisque plus d'un (1) mois s'est écoulé depuis la publication au Mémorial C du projet de fusion, prendra également effet à l'égard des tiers à partir de la publication au Mémorial C du présent certificat, avec les conséquences suivantes:

- Le transfert universel de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante;
- La Société Absorbée cesse d'exister, étant dissoute de plein droit sans liquidation;
- Les parts sociales de la Société Absorbée sont annulées;
- Toutes les autres conséquences, telles qu'énumérées dans le projet de fusion.

Ainsi certifié à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Référence de publication: 2012099961/45.

(120137696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2012.

Sound Team Night Life Association sans but lucratif, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9390 Reisdorf, 27, Cité Jean Hintgen.

R.C.S. Luxembourg F 9.230.

— STATUTS

I. Principes généraux.

Art. 1^{er}. Formation, Dénomination, Siège.

Les membres fondateurs:

Hoscheid Steve, demeurant à 27, Cite Jean Hintgen, L-9390 Reisdorf, Ouvrier, nationalité luxembourgeoise, né le 13/05/1980 à Luxembourg-ville

Saurfeld Steve, demeurant à 6, am Eck, L-9157 Heiderscheid, Ouvrier, nationalité luxembourgeoise, né le 08/05/1988 à Ettelbruck

Rocha Michael, demeurant à 7, avenue J.F. Kennedy L-9053 Ettelbück, étudiante, nationalité luxembourgeoise, né le 27/03/1991 à Luxembourg-ville

Harpes David, demeurant à 4, rue Tschiderer L-9288 Diekirch, Employé de l'état, nationalité luxembourgeoise né le 09/09/1980 à Esch-sur-Alzette

créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994 et régie par les présents statuts.

Cette association est formée à Reisdorf pour une durée illimitée entre les membres de l'association de fait "Sound Team Night Life" sous la dénomination de "Sound Team Night Life Association sans but lucratif".

Elle a son siège 27, cite Jean Hintgen L-9390 Reisdorf.

Art. 2. Objet et activités. L'association a pour objet l'organisation de divers événements/concerts/projets/activités sportives et musicaux pour soutenir la jeunesse dans son épanouissement et d'établir un lien de rencontre pour celle-ci. A ceci s'ajoute qu'une partie du bénéfice est destinée à des soutiens/projets de toute sorte d'organisations.

II. Membres

Art. 3. Composition.

Art. 3.1. Membres actifs. L'association est ouverte aux personnes qui y veulent participer. Néanmoins, pour devenir membre actif, cette personne est soumise à un test d'admission. Le Conseil d'administration se réserve le droit d'admission. Les membres actifs ont le droit de vote aux assemblées.

Art. 3.2. Membres passifs. Les membres passifs sont admis par délibération du Conseil d'administration à la suite d'une demande écrite/d'une demande verbale. Ces derniers n'ont pas de droit de vote aux assemblées mais peuvent néanmoins participer aux assemblées. La qualité passive donne lieu au paiement d'une cotisation annuelle.

Art. 3.3. Membres d'honneur. Les membres d'honneur sont les personnes/organisations/sociétés qui désirent témoigner leur intérêt à l'association en payant une cotisation au moins égale à celle versée par les membres passif. Ils n'ont pas de droit de vote et ne sont pas admis aux délibérations des assemblées ni du conseil.

Art. 4. Démissions et exclusions. La qualité de membre de l'association se perd par:

- la démission orale adressée au conseil d'administration de l'association
- la démission écrite adressée au conseil d'administration
- le non-paiement de la cotisation annuelle après le délai de deux mois à compter de la dernière assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix.

Le membre dont l'exclusion est envisagée est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales. Les membres, démissionnaires ou exclus, n'ont aucun droit à faire valoir ni sur le patrimoine ni sur les cotisations payées.

III. Organisations et administrations

Art. 5. Les organes. Les organes de l'association sont:

- L'Assemblée générale
- Le Conseil d'administration

Art. 5.1. L'Assemblée générale ordinaire. L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres actifs, est convoquée par le conseil une fois par an et ceci au courant du premier semestre de l'année. La convocation se fait au moins sept jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple lettre missive devant mentionner l'ordre du jour proposé.

L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- rapport d'activités de l'association
- approbation des budgets et comptes
- décharge du trésorier
- fixer la cotisation annuelle qui ne peut pas être supérieure à 100 euros
- décharge du Conseil d'administration
- nomination et révocation du Conseil d'administration et des réviseurs de caisse
- admission de nouveaux membres, ayant passé le test d'admission prévue par l'article 3.1.
- dissolution de l'association

Toute proposition écrite signée d'un tiers au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet ne figurant pas. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres actifs présents.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont portées à la connaissance des membres et des tiers par la lettre simple.

Art. 5.2. L'assemblée générale extraordinaire. Le Conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires avec formulation d'un ordre du jour précis, chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Est également convoquée une assemblée générale, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou si deux tiers des membres le demandent par écrit au conseil d'administration de l'association.

Le renouvellement anticipatif du conseil d'administration et ou changement aux statuts doivent être décidés par une Assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres actifs.

Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre simple.

Art. 5.3. Le Conseil d'administration. L'association est gérée et dirigée par un Conseil d'administration comprenant au moins trois membres actifs et de onze membres actifs au plus, élus pour un an par l'assemblée générale à la majorité des voix des membres présents.

Les membres du conseil d'administrations choisissent entre eux un président, un à deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier ainsi que un à six assesseurs.

Les pouvoirs des administrateurs sont les suivants:

- le président mène l'ordre du jour des assemblées générales, préside le conseil, représente l'association, etc.
- le/les vice-président(s) exécute(nt) les charges du président lors de son absence
- le secrétaire dresse les rapports des décisions de l'assemblée générale, du conseil, convoque les membres aux assemblées, dresse le rapport d'activités, etc.
- le trésorier gère les comptes.

Le Conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités commun, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice. Les décisions au sein du conseil sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité de voix, celle du président et en son absence, celle du/des vice-président(s) est prépondérante.

Le Conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute des directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association.

Le Conseil d'administration représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, la signature du président ou d'un membre mandaté du conseil est requise.

La qualité de membre du conseil se perd par:

- la démission
- par la perte de la qualité de membre actif (cf. article 4).

Les membres sortant du conseil sont automatiquement rééligibles. Les membres actifs désirant adhérer au conseil doivent présenter leurs candidatures au plus tard avant le début de l'assemblée générale ordinaire, soit oralement, soit par écrit au président de l'association.

Si le nombre de candidatures ne dépasse pas le nombre de places vacantes au conseil, les candidats sont automatiquement élus.

Les élections se font à la majorité simple des membres actifs présents et au scrutin secret. La répartition des charges entre les membres du conseil est décidée en conseil à la majorité simple de tous les membres du conseil d'administration.

Art. 5.4. Les finances. Les ressources financières de l'association proviennent des dons, subsides, cotisations, libéralités autorisées et des recettes des manifestations/projets officielles organisées par elle.

Deux réviseurs de caisse sont désignés par l'assemblée générale ordinaire pour une durée d'un an. Ils ne peuvent pas être membres du conseil d'administration de l'association. Leur mission consiste à contrôler les livres et pièces comptables et à vérifier la gestion financière. Le résultat de leur contrôle doit être soumis à l'assemblée générale ordinaire, appelée à donner décharge au trésorier.

IV. Dispositions diverses

Art. 6. Cotisations. Les cotisations sont dues au courant des deux mois qui suivent l'assemblée générale ordinaire. Elles ne peuvent pas dépasser le montant de 100 euros.

Art. 7. Liste des membres. La liste des membres est actualisée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce à la date de l'assemblée générale.

Art. 8. Cadre légal. Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé par l'assemblée générale.

Art. 9. La dissolution de l'association. La dissolution de l'association ne peut pas être prononcée qu'en assemblée générale spécialement convoquée à cet effet au moins un mois à l'avance et par un nombre égal aux trois quart des membres actifs.

L'association est également dissoute au cas où le nombre de membres est inférieur à trois.

En cas de dissolution, les fonds de l'association sont affectés à une organisation sans but lucratif ayant de buts similaires.

Il appartiendra à l'assemblée générale de déterminer cette organisation en accord avec l'administration communale.

Fait à Reisdorf, le 18 juillet 2012.

Harpes David / Hoscheid Steve / Saurfeld Steve / Rocha Michael

Les membres fondateurs

Référence de publication: 2012097365/139.

(120132427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2012.

Celite B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.160,00.

Siège de direction effectif: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 100.454.

In the year two thousand and twelve, on the sixteenth day of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Celite B.V., a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée" and "besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid"), having its registered address at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and its registered seat at Amsterdam, the Netherlands, registered with the Dutch Trade Register under number 33296182, which company is also registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B under number B 100.454 (the "Company" or the "Absorbed Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, public notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the 29 April 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 630 of 18 June 2004 and lastly amended pursuant to a notarial deed of Maître Joseph Elvinger, prenamed, enacted on 15 July 2005 and published in the Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 14 of 3 January 2006.

The meeting is presided by Régis Galiotto, notary's clerk residing professionally at Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Solange Wolter, notary's clerk residing professionally at Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The sole shareholder of the Company, being World Minerals Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg public limited company ("société anonyme"), having its registered office at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B under number B 97.868 (the "Sole Shareholder" or the "Absorbing Company"), duly represented by Régis Galiotto, notary clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, and the number of shares of the Company held by the Sole Shareholder is shown on an attendance list. That list and proxy, signed by the appearing person and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As it appears from the attendance list, the 40 (forty) shares with a nominal value of EUR 454 (four hundred fifty-four Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

III. -The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Presentation of (i) the merger project between World Minerals Luxembourg S.à r.l., as absorbing company, and the Company, being its fully owned subsidiary, as absorbed company, approved on 1 June 2012 and published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" on 16 June 2012 under number 1510 and (ii) the merger report drawn up by the managers of the World Minerals Luxembourg S.à r.l.;

3. Approval of the merger between World Minerals Luxembourg S.à r.l and the Company as described in the merger project;

4. As a consequence of the resolution 3. above, approval of the transfer of the universality of the assets and liabilities of the Company to the absorbing company, and that the Company shall cease to exist without liquidation; and

5. Miscellaneous.

IV. -The undersigned notary confirms in the framework of article 271 paragraph 2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Luxembourg Law") that:

1. In view of the cross-border merger by acquisition by which the absorbed company, being the Company, shall be acquired by the Absorbing Company (the "Merger") according to Dutch and Luxembourg legal provisions and actions, the board of managers of the Company and the board of managers of the Absorbing Company (the "Board of the Absorbing Company") have jointly drawn up a merger project describing the Merger and its conditions, implying notably the dissolution without liquidation of the Absorbed Company and the universal transfer of all the assets and liabilities of

the Company to the Absorbing Company pursuant to article 261 of the Luxembourg Law and pursuant to Title 7 of Book 2 of the Dutch Civil Code (the “Merger Project”). The Merger Project has been approved and recorded by deed of the undersigned notary on 1 June 2012, filed with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) as well as with the Dutch Trade Register of the Chamber of Commerce on 4 June 2012 and has been published in the Luxembourg gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1510 of 16 June 2012 and the announcement of the Merger has been published in the Dutch newspaper “Trouw” and in the Dutch legal gazette Staatscourant as at 6 June 2012, i.e. at least one month before the date of this present extraordinary general meeting of the Sole Shareholder.

2. The Board of the Absorbing Company has drawn up a merger report as at 1 June 2012 pursuant to article 265 of the Luxembourg Law and article 2:313 of the Dutch Civil Code (the “Merger Report”), exposing the reasons for the Merger and any economic as well as legal implications of the Merger. A copy of the Merger Report shall remain annexed to the present deed.

3. The Merger Report as well as the other documents listed in article 267 paragraph 1 of the Luxembourg Law and article 2:314 of the Dutch Civil Code have been filed at the registered office of the Company and of the Absorbing Company as well, for inspection by the sole shareholder of the Absorbing Company, being World Minerals International Sales S.A., a Luxembourg public limited company (“société anonyme”), having its registered office at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B under number B 52.699, and by the sole shareholder of the Company, being the Absorbing Company, the creditors of the Merging Companies and third parties who have a special right against the Merging Companies, such as a profit distribution, and depository receipt holders of the Merging Companies at least one month previous to the date of the present extraordinary general meeting of the Company.

4. The Merger was approved by the sole shareholder of the Company through (i) an extraordinary general meeting as of 10 July 2012 held in Amsterdam, the Netherlands, in front of a deputy of Maître Jacques L.F.J. Verasdonck, civil law notary officiating in Amsterdam, the Netherlands, who drew up the minutes of the meeting in a Dutch notarial deed of record (the “Dutch Deed”) and (ii) the present deed, these notarial deeds having been executed respectively on the 10th and 16th day of July 2012.

5. Further to the present deed and the Dutch Deed, the Merger shall be approved by the sole shareholder of the Absorbing Company during an extraordinary general meeting as of 16 July 2012 to be held in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in front of Maître Henri Hellinckx, the undersigned notary, who shall draw up the minutes of the meeting in a Luxembourg notarial deed of record on the 16th day of July 2012 (the “Absorbing Company Deed”).

6. The Merger shall become effective between the Absorbed Company and the Absorbing Company (hereafter together referred to as the (“Merging Companies” or the “Parties”) at the date of Absorbing Company Deed (the “Effective Date”), and toward third parties, at the date of its publication in the Luxembourg gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. On the Effective Date, the undersigned notary shall issue a certificate attesting the completion by the Absorbed Company and the Absorbing Company of the formalities to be accomplished under the Luxembourg Law.

V. – The certificate from a deputy of Maître Jacques L.F.J. Verasdonck, the prenamed Dutch notary, with professional address at De Entree 51, NL-1101 BH, Amsterdam, the Netherlands attesting the completion by the Absorbed Company of the formalities to be accomplished by it pursuant to the Dutch law as referred to in article 271 paragraph 2 of the Luxembourg Law, issued on 10 July 2012, was signed “ne varietur” by the Dutch notary.

VI. The undersigned notary confirms that the following resolutions have been adopted:

First resolution

The Sole Shareholder approves the waiving of its rights to notice to the extraordinary general meeting, which should have been sent to it prior to this meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers it to be validly convened and therefore accepts to deliberate and vote upon all the items of the agenda. The Sole Shareholder confirms that all the documentation produced at the meeting has been put at its disposal within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

To the Sole Shareholder were presented the Merger Project, the Merger Report, as well as the annual accounts of the present Merging Companies for the last three financial years. The Sole Shareholder acknowledges and approves the presentation of all of the above mentioned documents.

Third resolution

On the basis of the documents listed in the foregoing resolution, the Sole Shareholder, after having examined all of them carefully, approves the Merger, as contemplated by the Merger Project published in Luxembourg in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on the 16 June 2012 number 1510, which will be effective as between the Merging Companies as of the date of the present date and toward third parties as from the day of its publication to the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations according to article 273bis paragraph 3 of the Luxembourg Law.

Fourth resolution

The Sole Shareholder then acknowledges that, by operation of law without any exception or reserve and notably further to the approval of the Merger Project, by the effect of the Merger, as herein and hereby approved, with effect as at the Effective Date, there shall be a transfer of the universality of assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company, the Absorbed Company shall cease to exist without liquidation;

Declaration

According to article 271 paragraph 2 of the Luxembourg Law and reference made notably to items IV and V here above and the foregoing resolutions approved by the Sole Shareholder, the undersigned notary declares having verified and certifies the existence and validity, according to Luxembourg law, of the legal acts and formalities imposed on the Company in order to render the merger effective at the Effective Date toward the Parties.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which were to be borne by the Company or which would be charged to it in connection with the present deed, had been estimated at about one thousand five hundred Euros (1,500.- Euros).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le seize juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de Celite B.V., une société à responsabilité limitée et «besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid», ayant son adresse sociale au 9, rue du Laboratoire, L-1911, Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, et son siège social à Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée au Registre du Commerce néerlandais sous le numéro 33296182, et également immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 100.454 (la «Société» ou la «Société Absorbée»), constituée par acte notarié de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 29 avril 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 630 du 18 juin 2004, et modifiée pour la dernière fois par acte notarié daté du 15 juillet 2005 devant Maître Joseph Elvinger susvisé et publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 14 du 3 janvier 2006.

L'assemblée est présidée par Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur Solange Wolter, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique de la Société, World Minerals Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97.868 (l'«Associé Unique» ou la «Société Absorbante») dûment représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée, et le nombre d'actions de la Société détenues par l'Associé Unique est renseigné sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, signées par le comparant et le notaire, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec le présent acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 40 (quarante) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 454 (quatre-cent cinquante quatre euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour, et dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Présentation (i) du projet de fusion entre World Minerals Luxembourg S.à r.l., en tant que société absorbante, et la Société, étant sa filiale intégralement détenue, en tant que société absorbée, approuvé le 1^{er} juin 2012 et publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 16 juin 2012 sous le numéro 1510, et (ii) du rapport de fusion rédigé par les gérants de World Minerals Luxembourg S.à r.l.;

3. Approbation de la fusion entre World Minerals Luxembourg S.à r.l. et la Société telle que décrite dans le projet de fusion mentionné ci-dessus;

4. En conséquence de la résolution 3. ci-dessus, approbation du transfert de l'universalité de l'actif et du passif de la Société à World Minerals Luxembourg S.à r.l., et de la dissolution sans liquidation de la Société;

5. Divers.

IV. Le notaire soussigné confirme dans le cadre de l'article 271 paragraphe 2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi Luxembourgeoise») que:

1. En vue de la fusion transfrontalière par absorption par laquelle la Société Absorbée, étant la Société, sera absorbée par la Société Absorbante (la «Fusion») conformément aux dispositions légales et aux actions requises d'un point de vue luxembourgeois et néerlandais, le conseil de gérance de la Société et le conseil de gérance de la Société Absorbante (le «Conseil de Gérance de la Société Absorbante») ont conjointement rédigé un projet de fusion décrivant la Fusion et ses conditions, impliquant notamment la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée et le transfert universel des actifs et des passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante en application de l'article 261 de la Loi Luxembourgeoise et du Titre 7 du Livre 2 du Code civil néerlandais (le «Projet de Fusion»). Le Projet de Fusion a été approuvé et enregistré par acte du notaire soussigné en date du 1 juin 2012, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ainsi qu'au Registre du Commerce de la Chambre de Commerce néerlandaise le 4 juin 2012, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1510 du 16 juin 2012 et l'annonce de la Fusion a été publiée dans le journal néerlandais Trouw et dans le journal officiel néerlandais Staatscourant au 6 juin 2012, c'est-à-dire au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire de l'Associé Unique.

2. Le Conseil de Gérance de la Société Absorbante a rédigé un rapport de fusion au 1 juin 2012 conformément à l'article 265 de la Loi Luxembourgeoise et à l'article 2:313 du Code civil néerlandais (le «Rapport de Fusion»), exposant les motifs de la Fusion, ainsi que les implications économiques et juridiques de la Fusion. Une copie du Rapport de Fusion reste annexée au présent acte.

3. Le Rapport de Fusion ainsi que les autres documents listés à l'article 267 paragraphe 1 de la Loi Luxembourgeoise et à l'article 2:314 du Code civil néerlandais ont été déposés au siège social de la Société et de la Société Absorbante, pour inspection par l'associé unique de la Société Absorbante c'est à dire World Minerals International Sales S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 52.699, par l'associé unique de la Société c'est à dire la Société Absorbante, les créanciers des Sociétés Fusionnantes et les tiers qui possèdent un droit spécial à l'encontre des Sociétés Fusionnantes tel qu'un droit de distribution de dividende ou un droit de souscription d'actions et les détenteurs d'un certificat de titre en dépôt des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire de la Société.

4. La Fusion a été approuvée par l'associé unique de la Société via (i) l'une assemblée générale extraordinaire du 10 juillet 2012, tenue à Amsterdam, Pays-Bas, devant un délégué de Maître Jacques L.F.J. Verasdonck, notaire de droit civil officiant à Amsterdam, Pays-Bas, qui a établi le procès verbal de l'assemblée dans un acte notarié néerlandais (l' «Acte Néerlandais») et (ii) le présent acte, ces actes notariés ayant été signés respectivement le 10^e et le 16^e jour de juillet 2012.

5. Conséquemment au présent acte et à l'Acte Néerlandais, la Fusion sera approuvée par l'Associé Unique de la Société Absorbante lors d'une assemblée générale extraordinaire devant se tenir le 16 juillet 2012 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, devant Maître Henri Hellinckx, le notaire soussigné, qui devra rédiger les minutes de l'assemblée dans un acte notarié luxembourgeois le 16^{ème} jour de juillet 2012 (l' «Acte de la Société Absorbante»).

6. La Fusion prendra effet entre la Société Absorbée et la Société Absorbante (ci-après les «Sociétés Fusionnantes») à la date de l'Acte de la Société Absorbante (la «Date de Prise d'Effet») et vis-à-vis des tiers à la date de sa publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. A la Date de Prise d'Effet, le notaire comparant émet un certificat attestant de l'achèvement par la Société Absorbée et la Société Absorbante des formalités devant être accomplies en application de la Loi Luxembourgeoise.

V. Le certificat émis par un délégué de Maître Jacques L.F.J. Verasdonck, mentionné ci-dessus ayant son adresse professionnelle De Entree 51, NL-1101 BH, Amsterdam, Pays-Bas, attestant de l'accomplissement par la Société Absorbée des formalités lui incombant en vertu de son droit national visées à l'article 271 paragraphe 2 de la Loi Luxembourgeoise, établi en date du 10 juillet 2012, a été signé «ne varietur» par le notaire Néerlandais, mentionné ci-dessus.

VI. Le notaire soussigné confirme que les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

l'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée qui aurait dû lui être envoyé préalablement à cette assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. L'Associé Unique confirme que l'ensemble de la documentation produite lors de l'assemblée a été mis à sa disposition dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution

Ont été présentés à l'Associé Unique le Projet de Fusion, le Rapport de Fusion, ainsi que les comptes annuels des Sociétés Fusionnantes présentes relatifs aux trois derniers exercices sociaux. L'Associé Unique reconnaît et approuve la présentation de tous les documents mentionnés ci-dessus.

Troisième résolution

Sur la base des documents listés dans la résolution précédente, l'Associé Unique, après les avoir tous examinés avec attention, approuve la Fusion, telle que décrite dans le Projet de Fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg en date du 16 juin 2012 sous le numéro 1510, qui prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes à la date du présent acte notarié et vis-à-vis des tiers à compter du jour de la publication du présent acte notarié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg en application de l'article 273bis paragraphe 3 de la Loi Luxembourgeoise.

Quatrième résolution

Suite à la précédente résolution, l'Associé Unique reconnaît que, par effet de la loi sans aucune exception ou réserve et notamment suite à l'approbation du Projet de Fusion, par effet de la Fusion telle qu'ici approuvée, avec effet simultané à la Date de Prise d'Effet, il y aura un transfert de l'universalité des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante, la Société Absorbée cessera d'exister sans liquidation.

Déclaration

Conformément à l'article 271 paragraphe 2 de la Loi Luxembourgeoise et référence notamment fait aux points IV et V ci-dessus et aux résolutions précédentes approuvées par l'Associé Unique, le notaire soussigné déclare avoir vérifié et certifié l'existence et la validité, conformément à la loi luxembourgeoise, des actes et formalités juridiques imposés à la Société afin de rendre la fusion effective à la Date de Prise d'Effet.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec son augmentation de capital, ont été estimés approximativement à mille cinq cents Euros (1.500.- Euros).

Le notaire soussigné qui comprend et sait parler anglais constate par la présente que, sur demande du comparant ci-dessus mentionné, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes. Et après lecture faite au comparant, il a signé avec nous, notaire, la présente minute originale.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juillet 2012. Relation: LAC/2012/35328. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2012.

Référence de publication: 2012099122/256.

(120136184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2012.

Kefen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 73.430.

L'an deux mille douze, le deuxième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public, demeurant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

M. Jean Clavel, citoyen français né le 4 juin 1943 à Caudéran (Bordeaux), France, ayant son adresse sise au 272, Avenue d'Arès, 33700 Mérignac, France et titulaire de la carte d'identité française numéro 100933203992 (l'«Associé Unique»), ici représenté par Madame Sofia Afonso Da Chao Conde, employée privée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui restera annexée à l'original du présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de Kefen S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 73.430 et dont les statuts (les «Statuts») ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 179, page 8563 en date du 29 février 2000 (la «Société»).

Les 125 (cent-vingt-cinq) parts sociales ayant une valeur nominale de 100 EUR (cent Euro) chacune, représentant l'ensemble du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'Associé Unique peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour sur lesquels l'Associé Unique reconnaît avoir été dûment et préalablement informé.

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Prise de connaissance du projet commun de fusion;
3. Approbation de la fusion transfrontalière par absorption de la société française Vallec S.A.S. par la Société;
4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 3.500 EUR (trois mille cinq cents Euro) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euro) à 16.000 EUR (seize mille Euro) par l'émission de 35 (trente-cinq) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 100 EUR (cent Euro) chacune;
5. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société afin de refléter ces actions;
6. Approbation de la prise d'effet comptable et fiscale de la fusion transfrontalière par absorption de la société française Vallec S.A.S. par la Société; et
7. Divers.

Les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») ayant trait aux fusions ont été accomplies:

a) Publication (i) du projet commun de fusion le 11 juin 2012 au Mémorial, numéro 1446, et (ii) le 19 juin 2012 au Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales, et dans un journal d'annonces légales du siège social de Vallec S.A.S., une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social sis au 286, boulevard Jean-Jacques Bosc, 33130 Bègles, France et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 349 514 422 (la «Société Absorbée») le 15 juin 2012, soit un mois au moins avant la date des assemblées générales d'associé (i) de la Société et (ii) de la Société Absorbée devant décider de l'approbation du projet commun de fusion, conformément respectivement aux articles 262 et 9 de la Loi de 1915 et à l'article R 236-15 du code de commerce français.

b) (i) Renonciation par l'Associé Unique de son droit à l'établissement d'un rapport écrit de l'organe de gestion de la Société et (ii) renonciation par l'associé unique de la Société Absorbée de son droit à l'établissement d'un rapport écrit de l'organe de direction de la Société Absorbée, expliquant et justifiant d'un point de vue juridique et économique le projet commun de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions/parts sociales, conformément respectivement à l'article 265 (3) de la Loi de 1915 et à l'article L 236-9 alinéa 3 du code de commerce français.

c) (i) Renonciation par l'Associé Unique de son droit de faire examiner le projet commun de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions/parts sociales par le biais d'un expert indépendant et (ii) renonciation par l'associé unique de la Société Absorbée de son droit de faire examiner le projet commun de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions/parts sociales par le biais d'un commissaire à la fusion, conformément respectivement à l'article 266 (5) de la Loi de 1915 et à l'article L 236-10 I alinéa 1 du code de commerce français.

d) Dépôt des documents requis par l'article 267 paragraphes 1 a) et b) de la Loi de 1915 et par l'article R 236-3 du code de commerce français respectivement au siège social de la Société et de la Société Absorbée un mois avant la date de l'assemblée générale de la Société.

Une copie des résolutions écrites de l'Associé Unique de la Société et du procès verbal des décisions de l'associé unique de la Société Absorbée ayant décidé de la renonciation aux rapports mentionnés aux points b) et c) sera annexée au présent acte.

Après acceptation de ce qui précède par l'Associé Unique de la Société, les résolutions suivantes ont été prises conformément aux Statuts:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique déclare qu'il a pris connaissance du projet commun de fusion transfrontalière par absorption de la Société Absorbée par la Société (le «Projet Commun de Fusion»).

La fusion sera réalisée par la transmission universelle de tous avoirs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée, sans exception, ni réserve, à la Société.

L'Associé Unique de la Société constate que le Projet Commun de Fusion a reçu forme authentique par devant le notaire instrumentant le 5 juin 2012 et a été publié au Mémorial, numéro 1446 en date du 11 juin 2012, conformément aux articles 262 et 9 de la Loi de 1915.

Troisième résolution:

L'Associé Unique de la Société décide d'approuver le Projet Commun de Fusion, tel que publié au Mémorial numéro 1446 du 11 juin 2012 dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception ni réserve.

L'Associé Unique de la Société décide d'approuver le transfert universel de tous actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée à la Société ainsi que les conditions d'émission des nouvelles parts sociales de la Société, conformément au rapport d'échange tel que publié au Mémorial numéro 1446 du 11 juin 2012.

D'un point de vue comptable, la fusion prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2012, tel que prévu dans le Projet Commun de Fusion.

D'un point de vue juridique et fiscal, la fusion prendra effet (i) entre la Société et la Société Absorbée et (ii) à l'égard des tiers, à partir de la date de publication du procès verbal du présent acte au Mémorial.

Les nouvelles parts sociales de la Société donneront droit à l'associé unique de la Société Absorbée de participer à toute distribution de bénéfices de la Société à partir de la date de publication au Mémorial du procès verbal du présent acte, conformément à l'article 273ter de la Loi de 1915.

Les nouvelles parts sociales émises seront nominatives et leur inscription dans le registre des associés de la Société se réalisera à la date de publication au Mémorial du procès verbal du présent acte.

La Société, représentée par son gérant unique et la Société Absorbée, représentée par son président, ont convenu dans le Projet Commun de Fusion d'un rapport d'échange des actions de la Société Absorbée contre des parts sociales de la Société de 102 (cent-deux) actions de la Société Absorbée contre 1 (une) part sociale de la Société, l'Associé Unique de la Société et l'associé unique de la Société Absorbée ayant respectivement renoncé à leur droit à l'établissement d'un rapport écrit de l'organe de gestion/direction de la Société/Société Absorbée expliquant et justifiant d'un point de vue juridique et économique le projet commun de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions/parts sociales, conformément à l'article 265 (3) de la Loi de 1915 et L 236-9 alinéa 3 du code de commerce français et à leur droit de faire examiner le projet commun de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions/parts sociales par le biais d'un expert indépendant/commissaire à la fusion, conformément à l'article 266 (5) de la Loi de 1915 et à l'article L 236-10 I alinéa 1 du code de commerce français.

Quatrième résolution:

Après avoir revu avec une attention particulière le Projet Commun de Fusion, l'Associé Unique de la Société décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 3.500 EUR (trois mille cinq cents Euro), afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euro) à 16.000 EUR (seize mille Euro) par l'émission de 35 (trente-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de 100 EUR (cent Euro) chacune, devant être souscrites par l'associé unique de la Société Absorbée, en considération du transfert universel de tous actifs, passifs, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée à la Société, étant entendu que, conformément à l'article 3 du Projet Commun de Fusion, les actifs nets de la Société Absorbée s'élèvent à un montant de 7.000.484,22 EUR (sept millions quatre cent quatre-vingt-quatre Euros et vingt-deux cents), conformément à ses comptes annuels revalorisés au 31 décembre 2011.

Souscription – Paiement

Suite à quoi intervient M. Jean Clavel, associé unique de la Société Absorbée, prénommé, représenté par Madame Sofia Afonso Da Chao Conde, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui restera annexée à l'original du présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement, qui déclare souscrire aux 35 (trente-cinq) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale de 100 EUR (cent Euro) chacune, en conséquence de la fusion entre la Société et la Société Absorbée.

En conséquence des déclarations et des résolutions qui précèdent, l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Jean Clavel: 160 (cent soixante) parts sociales.

Le notaire constate que les 160 (cent soixante) parts sociales, représentant l'ensemble du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur la résolution à prendre ci-après.

Cinquième résolution:

L'Associé Unique de la Société décide de modifier l'article 6 des Statuts qui se lira désormais comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à 16.000 EUR,- (seize mille Euro) divisé en 160 (cent soixante) parts sociales de 100 EUR,- (cent Euro) chacune.»

Sixième résolution:

L'Associé Unique de la Société constate que la fusion prendra effet, d'un point de vue comptable, à partir du 1^{er} janvier 2012 sans préjudice des dispositions de l'Article 273ter de la Loi de 1915 relatives aux effets de la fusion à l'égard des tiers.

L'Associé Unique constate que la fusion prendra effet d'un point de vue juridique et fiscal (i) entre la Société et la Société Absorbée et (ii) à l'égard des tiers, à partir de la date de publication du procès verbal du présent acte au Mémorial.

Constatation

Le notaire soussigné constate l'existence et la légalité des actes et des formalités de la fusion exécutées par la Société.

Estimation des frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec l'Apport, ont été estimés à quatre mille euros (€ 4.000,-).

Aucun autre point n'ayant été soulevé, l'assemblée a été ajournée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour figurant en tête de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document au mandataire des parties comparantes, ce mandataire des parties comparantes a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Signé: Conde, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 août 2012. Relation: EAC/2012/10434. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012100948/145.

(120138157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Archibiades S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.485.

In the year two thousand and twelve, on the third day of August before us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the partners of Archibiades S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under number B 123.485 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) (the Company). The Company was incorporated on December 13, 2006 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing then in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 363 dated March 13, 2007. The articles of association of the Company have not been amended since its incorporation.

There appeared:

1) Bogdan Jędrzejczyk, with residential address at Gładka 11, 85-150 Bydgoszcz, Poland, born on March 19, 1961 in Bydgoszcz (Poland);

here represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notarial clerk, with professional address in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on July 31, 2012.

2) Elzbieta Jędrzejczyk, with residential address at Wisłana 100, 05-507 Słomczyn k Warszawy, Poland, born on May 28, 1957 in Bydgoszcz, (Poland);

here represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notarial clerk, with professional address in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on July 31, 2012.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties referred to under items 1. and 2. above are the partners of the Company and are hereafter referred to as the Partners.

The Partners, represented as described above, have requested the notary to record the following:

I. That five hundred (500) shares quotas of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, representing the entirety of the share capital of the Company of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. (i) Approval of the merger proposal adopted by the sole manager of the Company on June 18, 2012, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1621 on June 28, 2012 (the Merger Proposal); (ii) approval of the merger between the Company and Milton S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the RCS under number B 123.486 and having a share capital of seventy-seven thousand five hundred Euro (EUR 77,500.-) (the Absorbing Company and together with the Company, the Companies), whereby following its dissolution without liquidation, the Company will transfer to the Absorbing Company all its assets and liabilities in accordance with article 274 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Company Law), as described in the Merger Proposal (the Merger); (iii) acknowledgement of the resolutions taken by the sole manager of the Company on June 18, 2012 (the Resolutions); and (iv) acknowledgement of the merger report of the sole manager of the Company dated June 18, 2012 (the Merger Report).

2. Acknowledgement of the fulfillment of the obligations resulting from article 267 of the Company Law.

3. Acknowledgement of the increase of the share capital of the Absorbing Company as a result of the contribution of all the assets and liabilities of the Company to the Absorbing Company and subsequent allotment of nine hundred (900) newly issued shares quotas of twenty-five Euro (EUR 25.-) each of the Absorbing Company to the Partners of the Company.

4. Acknowledgment (i) of the realization of the Merger in accordance with the provisions of article 9, article 272 and article 273 of the Company Law and (ii) that the Merger will be effective from accounting perspectives as of January 1, 2012.

5. Acknowledgment that, as a result of the Merger and in accordance with article 274 of the Company Law, the Company is dissolved without winding up and all the shares issued by the Company are cancelled.

6. Acknowledgement that the mandate of the sole manager of the Company will be terminated on the date of the Meeting and decision to give her full discharge (quitus) for the performance of her mandate.

7. Decision to keep all corporate documents of the Company at the registered office of the Absorbing Company.

8. Granting of all powers to the sole manager of the Absorbing Company, to any lawyer or employee of Ober & Beerens and/or to the notary to carry out publicity measures and all other steps required to implement the Merger.

9. Miscellaneous.

III. That the Partners have taken unanimously the following resolutions:

First Resolution:

The Partners resolve to approve the Merger Proposal and the Merger.

The Partners acknowledge the Resolutions and the Merger Report.

Second Resolution:

The Partners acknowledge that all the documents required by article 267 of the Company Law have been deposited at the registered office of the Company for inspection by the Partners of the Company at least one month before the date of the present deed.

Third Resolution:

The Partners acknowledge the increase of the share capital of the Absorbing Company as a result of the contribution of all the assets and liabilities of the Company to the Absorbing Company and subsequent allotment of nine hundred (900) newly issued shares quotas of twenty-five Euro (EUR 25.-) each of the Absorbing Company to the Partners of the Company.

Fourth Resolution:

The Partners acknowledge (i) the realization of the Merger in accordance with the provisions of article 9, article 272 and article 273 of the Company Law (ii) that the Merger will be effective from accounting perspectives as of January 1, 2012.

Fifth Resolution:

The Partners acknowledge that, as a result of the Merger and in accordance with article 274 of the Company Law, the Company is dissolved without being wound up and that all the shares issued by the Company are cancelled.

Sixth Resolution:

The Partners acknowledge that the mandate of the sole manager of the Company will be terminated on the date of the Meeting and resolve to give her full discharge for the performance of her mandate.

Seventh Resolution:

The Partners resolve to keep all corporate documents of the Company at the registered office of the Absorbing Company.

Eighth Resolution:

The Partners grant all powers to the sole manager of the Absorbing Company, to any lawyer or employee of Ober & Beerens and/or to the notary to carry out publicity measures and all other steps required to implement the Merger.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately two thousand euro (€ 2,000.-).

In accordance with article 271 of the Company Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger and all acts, documents and formalities incumbent upon the Company pursuant to the Company Law.

The notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the notary by his/her surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil douze, le trois août, par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Archibiades S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 123.485 et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-) (la Société). La Société a été constituée le 13 Décembre 2006 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch à cette époque, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°363 du 13 mars 2007. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

Ont comparu:

1) Bogdan Jedrzejczyk, ayant son adresse résidentielle à Gladka 11, 85-150 Bydgoszcz, Pologne, né le 19 mars 1961 à Bydgoszcz (Pologne);

ici représenté par Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 31 juillet 2012.

2) Elzbieta Jedrzejczyk, ayant son adresse résidentielle à Wislana 100, 05-507 Slomczyn k Warszawy, Pologne, née le 28 mai 1957 à Bydgoszcz (Pologne);

ici représentée par Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 31 juillet 2012.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes ainsi que par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes mentionnées aux points 1. et 2. ci-dessus sont les associés de la Société et sont désignés ci-après comme les Associés.

Les Associés représentés tels que décrits ci-dessus, ont requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que cinq cents (500) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, représentant l'ensemble du capital social de la Société de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour, reproduits ci-après;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Approbation du projet de fusion adopté par le gérant unique de la Société le 18 juin 2012, et publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1621 le 28 juin 2012 (le Projet de Fusion); (ii) approbation de la fusion entre la Société et Milton S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 123.486 et ayant un capital social de soixante-dix-sept mille cinq cents euros (EUR 77.500,-) (la Société Absorbante et ensemble avec la Société, les Sociétés), par laquelle suite à sa dissolution sans liquidation, la Société va transférer à la Société Absorbante la totalité de ses actifs et passifs conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés), tel que décrit dans le Projet de Fusion (la Fusion); (iii) prise d'acte des résolutions du gérant unique de la Société en date du 18 juin 2012 (les Résolutions); et (iv) prise d'acte du rapport de fusion du gérant unique de la Société daté du 18 juin 2012 (le Rapport de Fusion).

2. Prise d'acte de l'exécution des obligations découlant de l'article 267 de la Loi sur les Sociétés.

3. Prise d'acte de l'augmentation de capital de la Société Absorbante résultant de l'apport de la totalité des actifs et passifs de la Société à la Société Absorbante à la suite de laquelle neuf cents (900) parts sociales nouvellement émises ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune de la Société Absorbante, vont être allouées aux Associés de la Société.

4. Prise d'acte (i) de la réalisation et de la prise d'effet de la Fusion en accord avec les dispositions de l'article 9, de l'article 272 et de l'article 273 de la Loi sur les Sociétés et (ii) que la Fusion prendra effet, d'un point de vue comptable, au 1 janvier 2012.

5. Prise d'acte que la Société est dissoute sans liquidation et que toutes les parts sociales émises par la Société sont annulées suite à la Fusion et conformément à l'article 274 de la Loi sur les Sociétés.

6. Prise d'acte que le mandat du gérant unique est résilié à la date de l'Assemblée et décision de lui donner quitus pour l'exécution de son mandat.

7. Décision de conserver tous les documents sociaux de la Société au siège social de la Société Absorbante.

8. Délégation de pouvoirs au gérant unique de la Société Absorbante, à tout avocat ou employé d'Ober & Beerens et/ou au notaire pour prendre les mesures de publicité et toutes autres mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la Fusion.

9. Divers.

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première Résolution:

Les Associés décident d'approuver le Projet de Fusion et la Fusion.

Les Associés prennent acte des Résolutions et du Rapport de Fusion.

Deuxième Résolution:

Les Associés déclarent que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi sur les Sociétés ont été déposés au siège social de la Société pour inspection par les Associés de la Société au moins un mois avant la date du présent acte.

Troisième Résolution:

Les Associés prennent acte de l'augmentation de capital de la Société Absorbante résultant de l'apport de la totalité des actifs et passifs de la Société à la Société Absorbante à la suite de laquelle neuf cents (900) parts sociales nouvellement émises ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune de la Société Absorbante, vont être allouées aux associés de la Société.

Quatrième Résolution:

Les Associés prennent acte (i) de la réalisation et de la prise d'effet de la Fusion en accord avec les dispositions de l'article 9, de l'article 272 et de l'article 273 de la Loi sur les Sociétés (ii) que la Fusion prendra effet, d'un point de vue comptable, au 1 janvier 2012.

Cinquième Résolution:

Les Associés prennent acte que, suite à la Fusion et conformément à l'article 274 de la Loi sur les Sociétés, la Société est dissoute sans liquidation et que toutes les parts sociales émises par la Société sont annulées.

Sixième Résolution:

Les Associés déclarent que le mandat du gérant unique est résilié à la date de l'Assemblée et décident de lui donner quitus pour l'exécution de son mandat.

Septième Résolution:

Les Associés décident de conserver tous les documents sociaux de la Société au siège social de la Société Absorbante.

Huitième Résolution:

Les Associés décident de conférer tous pouvoirs au gérant unique de la Société Absorbante, à tout avocat d'Ober & Beerens et/ou au notaire pour prendre les mesures de publicité et toutes autres mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la Fusion.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de deux mille euros (€ 2.000,-).

Conformément à l'article 271 de la Loi sur les Sociétés, le notaire soussigné déclare attester de l'existence et de la légalité de la présente Fusion et de tous actes, documents et formalités incombant à la Société conformément à la Loi sur les Sociétés.

Le notaire qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, même date qu'en tête des présentes à Esch-sur-Alzette.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 août 2012. Relation: EAC/2012/10436. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012100604/203.

(120138156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Milton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 77.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.486.

In the year two thousand and twelve, on the third day of August before us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the partners of Milton S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L – 1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under the number B 123.486 and having a share capital of seventy-seven thousand five hundred Euro (EUR 77,500.-) (the Company). The Company was incorporated on December 13, 2006 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing then in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 354 dated March 12, 2007. The articles of association of the Company were last amended on September 11, 2007 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2324 dated October 16, 2007.

There appeared:

1) Bogdan Jędrzejczyk, with residential address at Gładka 11, 85-150 Bydgoszcz, Poland, born on March 19, 1961 in Bydgoszcz (Poland);

here represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notarial clerk, with professional address in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on July 31, 2012.

2) Elzbieta Jędrzejczyk, with residential address at Wisłana 100, 05-507 Słomczyn k Warsawy, Poland, born on May 28, 1957 in Bydgoszcz, (Poland);

here represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, notarial clerk, with professional address in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on July 31, 2012.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties referred to under items 1. and 2. above are the partners of the Company and are hereafter referred to as the Partners.

The Partners, represented as described above, have requested the notary to record the following:

I. That three thousand one hundred (3,100) shares quotas of twenty-five Euro (EUR 25.) each, representing the entirety of the share capital of the Company of seventy-seven thousand five hundred Euro (EUR 77,500.-) are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. (i) Approval of the merger proposal adopted by the sole manager of the Company on June 18, 2012, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1621 on June 28, 2012 (the Merger Proposal); (ii) approval of the merger between the Company and Archibiades S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the RCS under number B 123.485 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) (the Absorbed Company and together with the Company, the Companies), whereby following its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Company all its assets and liabilities in accordance with article 274 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Company Law), as described in the Merger Proposal (the Merger); (iii)

acknowledgement of the resolutions taken by the sole manager of the Company on June 18, 2012 (the Resolutions); and (iv) acknowledgement of the merger report of the sole manager of the Company dated June 18, 2012 (the Merger Report).

2. Acknowledgement of the fulfillment of the obligations resulting from article 267 of the Company Law.

3. For the purpose of the implementation of the Merger, increase of the share capital of the Company by an amount of twenty-two thousand five hundred Euro (EUR 22,500.-) to raise it from its present amount of seventy-seven thousand five hundred Euro (EUR 77,500.-) to an amount of one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) and to issue nine hundred (900) newly issued shares quotas of twenty-five Euro (EUR 25.-) each and having the rights and privileges set out in the Company's articles of association (the Articles).

4. Decision to allocate the nine hundred (900) newly issued shares quotas of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, together with a share premium, to the partners of the Absorbed Company in consideration for the contribution of the universality of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company.

5. Subsequent amendment of article 6 of the Articles.

6. Acknowledgment (i) of the realization of the Merger in accordance with the provisions of article 9, article 272 and article 273 of the Company Law and (ii) that the Merger will be effective from accounting perspectives as of January 1, 2012.

7. Decision to amend the corporate object of the Company, and subsequently, amend article 2 of the Articles, which shall be read as follows:

“The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.”

8. Granting of all powers to the sole manager of the Company, to any lawyer or employee of Ober & Beerens and/or to the notary to carry out publicity measures and all other steps required to implement the Merger and to amend the corporate object of the Company.

9. Amendment to the register of partners of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to the sole manager to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the above changes.

10. Miscellaneous.

III. That the Partners have taken unanimously the following resolutions:

First Resolution:

The Partners resolve to approve the Merger Proposal and the Merger.

The Partners acknowledge the Resolutions and the Merger Report.

Second Resolution:

The Partners acknowledge that all the documents required by article 267 of the Company Law have been deposited at the registered office of the Company for inspection by the Partners of the Company at least one month before the date of the present deed.

Third Resolution:

The Partners resolve, for the purpose of the implementation of the Merger, to increase the share capital of the Company by an amount of twenty-two thousand five hundred Euro (EUR 22,500.-) to raise it from its present amount

of seventy-seven thousand five hundred Euro (EUR 77,500.-) to an amount of one hundred thousand (EUR 100,000.-) and to issue nine hundred (900) new ordinary shares quotas of twenty-five Euro (EUR 25.-) each and having the rights and privileges set out in the Articles.

Fourth Resolution:

The Partners resolve to allocate the nine hundred (900) newly issued shares quotas of twenty-five Euro (EUR 25.-) each to the partners of the Absorbed Company, in consideration for the contribution of the universality of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company, in the following proportions:

- Mr. Bogdan Jedrzejczyk: four hundred fifty (450) newly issued shares of the Company; and
- Ms. Elzbieta Jedrzejczyk: four hundred fifty (450) newly issued shares of the Company.

The Partners resolve to allocate an amount of one million one hundred thirty-six thousand six hundred twenty-three Euro and twenty-one Euro Cents (EUR 1,136,623.21), being the difference between the book value of the Absorbed Company as per its interim accounts as of June 4th, 2012 and the amount of the share capital increase, to the share premium reserve account of the Absorbing Company.

Fifth Resolution:

As a consequence of the foregoing resolutions, the Partners resolve to amend article 6 of the Articles in order to reflect the above changes which shall henceforth read as follows:

« **Art. 6.** The capital is set at one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) divided into four thousand (4,000) share quotas of twenty-five euro (EUR 25.-) each.»

Sixth Resolution:

The Partners acknowledge (i) the realization of the Merger in accordance with the provisions of article 9, article 272 and article 273 of the Company Law and (ii) that the Merger will be effective from accounting perspectives as of January 1, 2012.

Seventh Resolution:

The Partners resolve to amend the corporate object of the Company, and subsequently, to amend article 2 of the Articles, which shall be read as follows:

“The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting”

Eighth Resolution

The Partners grant all powers to the sole manager of the Company, to any lawyer or employee of Ober & Beerens and/or to the notary to carry out publicity measures and all other steps required to implement the Merger and to amend the corporate object of the Company.

Ninth Resolution

The Partners resolve to amend the register of partners of the Company in order to reflect the above changes and empower and authorize the sole manager of the Company to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of partners of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 3,500.- (three thousand five hundred euro).

In accordance with article 271 of the Company Law, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger and all acts, documents and formalities incumbent upon the Company pursuant to the Company Law.

The notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same parties and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the notary by his/her surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed the present deed together with the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil douze, le trois août, par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Milton S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) (RCS) sous le numéro B 123.486 et ayant un capital social de soixante-dix-sept mille cinq cents euros (EUR 77.500,-) (la Société). La Société a été constituée le 13 Décembre 2006 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch à cette époque, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 354 du 12 mars 2007. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 11 septembre 2007 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°2324 du 16 octobre 2007.

Ont comparu:

1) Bogdan Jędrzejczyk, ayant son adresse résidentielle à Gladka 11, 85-150 Bydgoszcz, Pologne, né le 19 mars 1961 à Bydgoszcz (Pologne);

ici représenté par Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 31 juillet 2012.

2) Elzbieta Jędrzejczyk, ayant son adresse résidentielle à Wislana 100, 05-507 Słomczynk Warszawy, Pologne, née le 28 mai 1957 à Bydgoszcz (Pologne);

ici représentée par Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 31 juillet 2012.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes ainsi que par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes mentionnées aux points 1. et 2. ci-dessus sont les associés de la Société et sont désignés ci-après comme les Associés.

Les Associés représentés tels que décrits ci-dessus, ont requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que les trois mille cent (3.100) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, représentant l'ensemble du capital social de la Société de soixante-dix-sept mille cinq cents euros (EUR 77.500,-), sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour, reproduits ci-après;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Approbation du projet de fusion adopté par le gérant unique de la Société le 18 juin 2012, et publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1621 le 28 juin 2012 (le Projet de Fusion); (ii) approbation de la fusion entre la Société et Archibiades S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 123.485 et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-) (la Société Absorbée et ensemble avec la Société, les Sociétés), par laquelle suite à sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée va transférer à la Société la totalité de ses actifs et passifs conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés), tel que décrit dans le Projet de Fusion (la Fusion); (iii) prise d'acte des résolutions du gérant unique de la Société en date du 18 juin 2012 (les Résolutions); et (iv) prise d'acte du rapport de fusion du gérant unique de la Société daté du 18 juin 2012 (le Rapport de Fusion).

2. Prise d'acte de l'exécution des obligations découlant de l'article 267 de la Loi sur les Sociétés.

3. Aux fins de la mise en œuvre de la Fusion, augmentation du capital social de la Société d'un montant de vingt-deux mille cinq cents euros (EUR 22.500,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de soixante-dix-sept mille cinq cents euros (EUR 77.500,-) à cent mille euros (EUR 100.000,-), par l'émission de neuf cents nouvelles

parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, et ayant les droits et obligations prévus dans les statuts de la Société (les Statuts).

4. Décision d'allouer les neuf cents (900) parts sociales nouvellement émises ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, ensemble avec une prime d'émission, aux associés de la Société Absorbée en contrepartie de l'apport de la totalité des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société.

5. Modification subséquente de l'article 6 des Statuts.

6. Prise d'acte de (i) la réalisation et de la prise d'effet de la Fusion en accord avec les dispositions de l'article 9, de l'article 272 et de l'article 273 de la Loi sur les Sociétés et (ii) que la Fusion prendra effet d'un point de vue comptable, au 1^{er} janvier 2012.

7. Décision de modifier l'objet social de la Société, et en conséquence de modifier l'article 2 des Statuts qui aura dès lors, la teneur suivante:

«L'objet de la Société est la prise de participations d'intérêts et de titres, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations d'actions. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit excepté par voie d'offre publique et elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, de bons de caisse, ou de toute sorte de créance et/ou de titres participatifs.

La Société pourra prêter des fonds, y compris les recettes de tout prêt et/ou d'émission de titres de créances à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. La Société pourra aussi accorder des garanties ou des sûretés à des tiers afin de garantir leurs obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société.

La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci ne soit substantiel, ou à toute société qui serait actionnaire direct ou indirect de la Société, ou encore à toute société appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprise comme les "Sociétés Apparentées"). La Société pourra accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tout contrat ou obligation de la Société ou de Sociétés Apparentées

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.»

8. Délégation de pouvoirs au gérant unique de la Société, à tout avocat ou employé d'Ober & Beerens et/ou au notaire pour prendre les mesures de publicité et toutes autres mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la Fusion, ainsi que pour effectuer les modifications ci-dessus apportées à l'objet social de la Société.

9. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnée au gérant unique, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des modifications mentionnées ci-dessus.

10. Divers.

III. Que les Associés ont pris unanimement les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les Associés décident d'approuver le Projet de Fusion et la Fusion.

Les Associés prennent acte des Résolutions et du Rapport de Fusion.

Deuxième résolution:

Les Associés déclarent que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi sur les Sociétés ont été déposés au siège social de la Société pour inspection par les Associés de la Société au moins un mois avant la date du présent acte.

Troisième Résolution:

Les Associés décident, aux fins de la mise en œuvre de la Fusion, d'augmenter et par la présente augmentent le capital social de la Société d'un montant de vingt-deux mille cinq cents euros (EUR 22.500,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de soixante-dix-sept mille cinq cents euros (EUR 77.500,-) à cent mille euros (EUR 100.000,-), par l'émission de neuf cents (900) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, et ayant les droits et obligations prévus dans les Statuts.

Quatrième résolution:

Les Associés décident d'allouer les neuf cents (900) parts sociales nouvellement émises ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune aux associés de Société Absorbée, en contrepartie de l'apport de la totalité des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société, dans les proportions suivantes:

- M. Bogdan Jędrzejczyk: quatre-cent cinquante (450) parts sociales nouvellement émises de la Société; et
- Mme. Elzbieta Jędrzejczyk: quatre-cent cinquante (450) parts sociales nouvellement émises de la Société.

Les Associés décident d'affecter un montant d'un million cent trente-six mille six-cent vingt-trois euros et vingt-et-un centimes d'euro (EUR 1.136.623,21), soit la différence entre la valorisation de la Société Absorbée d'après son bilan intérimaire au 4 juin 2012 et le montant de l'augmentation de capital, au compte de réserve de la prime d'émission de la Société.

Cinquième Résolution:

En conséquence des résolutions qui précèdent, les Associés décident de modifier l'article 6 des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus et décide que cet article aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de cent mille euros (EUR 100.000,-) représenté par quatre mille (4.000) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.»

Sixième Résolution:

Les Associés prennent acte (i) de la réalisation et de la prise d'effet de la Fusion en accord avec les dispositions de l'article 9, de l'article 272 et de l'article 273 de la Loi sur les Sociétés et (ii) que la Fusion prendra effet, d'un point de vue comptable, au 1 janvier 2012.

Septième Résolution:

Les Associés décident de modifier l'objet social de la Société, et en conséquence de modifier l'article 2 des Statuts qui aura dès lors, la teneur suivante:

«L'objet de la Société est la prise de participations d'intérêts et de titres, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations d'actions. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit excepté par voie d'offre publique et elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, de bons de caisse, ou de toute sorte de créance et/ou de titres participatifs.

La Société pourra prêter des fonds, y compris les recettes de tout prêt et/ou d'émission de titres de créances à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. La Société pourra aussi accorder des garanties ou des sûretés à des tiers afin de garantir leurs obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société.

La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci ne soit substantiel, ou à toute société qui serait actionnaire direct ou indirect de la Société, ou encore à toute société appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprise comme les "Sociétés Apparentées"). La Société pourra accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tout contrat ou obligation de la Société ou de Sociétés Apparentées

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la cons-

truction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.»

Huitième Résolution:

Les Associés décident de conférer tous pouvoirs au gérant unique de la Société, à tout avocat ou employé d'Ober & Beerens et/ou au notaire pour prendre les mesures de publicité et toutes autres mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la Fusion et pour effectuer les modifications apportées à l'objet social de la Société.

Neuvième Résolution:

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité au gérant unique de la Société pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de EUR 3.500,- (trois mille cinq cents euros).

Conformément à l'article 271 de la Loi sur les Sociétés, le notaire soussigné déclare attester de l'existence et de la légalité de la présente Fusion et de tous actes, documents et formalités incombant à la Société conformément à la Loi sur les Sociétés.

Le notaire qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, même date qu'en tête des présentes à Esch-sur-Alzette.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 août 2012. Relation: EAC/2012/10432. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012100998/349.

(120138155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2012.

Atoll Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 110.863.

- En date du 8 juin 2012, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la Société au 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 25 juin 2012 .

- L'adresse de Monsieur Frédéric Fasel, Administrateur, est portée au 15 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Atoll Portfolio

Référence de publication: 2012081832/11.

(120116111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**CED Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger,
(anc. CED Automotive).**

Adresse de la succursale: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 105.652.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de la société mère de la Succursale, effectives au 10 décembre 2007:

- le changement de dénomination de la société mère de la Succursale de «CED België» en «CED International B.V.»;

Il résulte des résolutions de la société mère de la Succursale:

- résiliation du mandat de gérant de la société mère de la Succursale de Monsieur Johannes Jacobus Waaier, demeurant à Stade de Colombes 33, 1098 VS Amsterdam, Pays-Bas;

- nomination de Monsieur Dirk M.L. Clement, né le 17 août 1969, demeurant à Jagersdreef 11, 2950 Kapellen, Belgique, en tant que gérant de la société mère de la Succursale avec effet au 10 janvier 2007;

- nomination de CED Holding B.V. une société néerlandaise, ayant son siège sociale à Rietbaan 40-42, 2908 LP Capelle Aan Den IJssel, Pays-Bas, en tant que gérant de la société mère de la Succursale avec effet au 29 novembre 2004.

Il résulte des résolutions de la société mère de la Succursale, effectives au 1^{er} janvier 2012 que:

- Monsieur S.H. (Stef) Witteveen, né le 23 décembre 1962, demeurant à Lyceumlaan 19, 3707 EB Zeist, Pays-Bas, a été nommé représentant de la Succursale pour une durée illimitée;

- Monsieur Dirk M.L. Clement, né le 17 août 1969, demeurant à Jagersdreef 11, 2950 Kapellen, Belgique, a été nommé représentant de la Succursale pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Luc Roger Ghislain Dumoulin.

Il résulte des résolutions de la société mère de la Succursale, effectives au 23 février 2012:

- le changement de dénomination sociale de la Succursale «CED Automotive» en «CED Luxembourg»;

- en date du 1^{er} mai 2012, l'adresse de la Succursale située à 2 rue des Champs, L-8211 Mamer a été transférée au 20, rue de l'industrie, L-8399 Windhoff.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin, 2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012082568/31.

(120115930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Baja International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 112.241.513,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 153.948.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2011.

Référence de publication: 2012081841/11.

(120116277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

ASE Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 24.440,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 169.327.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012081827/11.

(120116542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Argus Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 42.608.

- En date du 8 juin 2012, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la Société au 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 25 juin 2012.

- L'adresse de Madame Michèle Berger, Administrateur, est portée au 15 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Argus Fund

Référence de publication: 2012081824/11.

(120116112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Eastern Europe Real Estate Opportunities SOPARFI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 36.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 124.188.

—
Extrait des résolutions de conseil de gérance du 26 juin 2012

L'adresse des gérants suivants a été modifiée:

- Monsieur Costas Constantinides, gérant, né le 17 septembre 1979 à Nicosie, Chypre, demeurant professionnellement au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; et

- Monsieur Amine Zouari, gérant, né le 16 janvier 1978 à Tunisie, Tunis demeurant professionnellement au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; et

- Monsieur Philip Gittins, gérant, né le 3 juillet 1961 à Stockton-on-tees, Angleterre, demeurant professionnellement au 40 Avenue Monterey, L2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 29 juin 2012.

Pour la Société

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012076861/21.

(120109666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2012.

e-shelter Berlin 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.450.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 64309 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012084134/10.

(120119187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

e-shelter Frankfurt 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 76.501.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 64310 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012084135/10.

(120119191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Aguila PAI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 3.833.972,67.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 157.656.

—
L'adresse de Alexandre Prost Gargoz, gérant, a changé et se trouve désormais au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2012.

Référence de publication: 2012084141/12.

(120119646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Aguila 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CHF 63.503.237,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 157.660.

L'adresse de Alexandre Prost Gargoz, gérant, a changé et se trouve désormais au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 juin 2012.

Référence de publication: 2012084143/12.

(120119644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

II Coccolino S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-4734 Pétange, 21, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 88.065.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09/07/2012.

Référence de publication: 2012082952/10.

(120116909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2012.

Cocalos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 122.567.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 1^{er} juin 2012 que le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 26-28 rives de Clausen à L-2165 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} juin 2012.

Référence de publication: 2012084269/12.

(120119467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Crop's & Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 167.048.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 11 juillet 2012.

Référence de publication: 2012084249/10.

(120119360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Cipriani S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 165.253.

En date du 29 juin 2012, le conseil de gérance a pris la résolution suivante:

- Le siège social de la Société est transféré avec effet immédiat du 15, rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg au 49, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Référence de publication: 2012084239/14.

(120119290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

BJT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 104.300,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 95.015.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 2 juillet 2012

1. L'Associé unique accepte la démission en tant que gérant de TASL PSF S.A., ayant son siège social au 22, Rue Goethe à L-1637 Luxembourg.

2. L'Associé unique nomme en remplacement du gérant démissionnaire, pour une période indéterminée, Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège social au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

3. Le siège social de la société a été transféré du 22, Rue Goethe à L-1637 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, et ce à partir du 2 juillet 2012.

Luxembourg, le 2 Juillet 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012084222/18.

(120119427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

API S.A., Airport Partner International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9662 Kaundorf, 2, Enneschtduerf.

R.C.S. Luxembourg B 133.923.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 juillet 2012.

Référence de publication: 2012084181/10.

(120119347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Archi Neo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 72B, Waistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 167.305.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2012084190/11.

(120119299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

B.P.G. Bau und Planungsgesellschaft A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 98, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 148.136.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2012.

Référence de publication: 2012084202/10.

(120119367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.
